

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 3 OCTOBRE 1978 — N° 760

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Pour les effectifs,  
pour les conditions de travail

## LES ROULANTS MASSIVEMENT EN GREVE

● Le mot d'ordre lancé par les fédérations syndicales jusqu'à mercredi est largement suivi ● Grève illimitée dans plusieurs dépôts de l'Ouest ● Le personnel des gares appelé lui-aussi à la grève après les roulants

### 29<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Ces 29 années ont été marquées en Chine par l'essor du socialisme et les luttes de grande ampleur pour consolider la dictature du prolétariat, s'opposer à toutes les tentatives de restauration du capitalisme. Dans ce cadre-là, le peuple chinois sous la direction de son parti communiste, a mené à bien notamment la grande révolution culturelle prolétarienne, et éliminé la bande des quatre. Enrichissant et développant le marxisme-léninisme, la pensée maotsetoung, en systématisant l'expérience du peuple chinois, en tirant les leçons de l'expérience des autres pays socialistes, a constitué le guide pour la poursuite consciente de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui, le peuple chinois, s'appuyant sur son expérience passée, est engagé dans un très grand effort pour faire de la Chine, d'ici la fin du siècle, un puissant pays socialiste, hautement développé.

Représentant par son expérience un immense espoir d'émancipation pour tous les peuples du monde, la Chine a apporté une remarquable contribution à la révolution mondiale. La Chine, qui a développé l'internationalisme prolétarien, a joué aussi un rôle très important dans la constitution du Tiers-Monde en une force politique puissante, qui s'oppose aux manœuvres impérialistes, et particulièrement aux deux super-puissances.



Le 1<sup>er</sup> octobre 1949, le président Mao, Tsé-toung proclame la naissance de la République populaire de Chine, place Tien An Men.

Premier mouvement d'ampleur dans le secteur public, la grève du personnel roulant de la SNCF a valeur de test. Test positif puisque l'appel des fédérations CGT - CFDT - FO et autonomes des cheminots est très largement suivi.

Dès mardi dernier, les premiers dépôts cessaient le travail dans l'Ouest. Le mot d'ordre s'arrête en principe mercredi midi.

Ce mobilisation massive témoigne de la colère accumulée par les roulants : conditions de travail, postes supprimés. C'est la politique suivie par la SNCF et que l'on retrouve en concentré dans le fameux «rapport Guillaumat» plan d'assassinat du caractère «service public» de la SNCF, et qui prévoit la suppression de 3 000 petites gares et 16 000 km de voies.

Comme toujours, la question qui se pose dans cette lutte pour les roulants, c'est de ne pas en rester là et d'unir leur lutte à celle du reste du personnel de la SNCF et plus largement à tout le secteur public.

Lire en page 12

### VIOLENTS COMBATS A BEYROUTH



Lire en page 9

DERNIERE MINUTE : Sadate vient d'invoquer Carter au Caire pour la signature du «traité de paix»

### Eclatante défaite de la Malène dans le 14<sup>e</sup>

C'est avec une différence de près de 2 000 voix au profit de la candidate socialiste E. Avic que de La Malène a été battu dans l'élection partielle du XIV<sup>e</sup> arrondissement. Cette élection législative mettait un point final à une série de cinq invalidations décidées par le conseil constitutionnel suite aux élections de mars 1978.

Lire en page 12

### Rassemblement au Puy contre le chômage

Lire en page 12

### Procès Sonacotra : le tribunal de Longjumeau incompétent

Les résidents des foyers Sonacotra de Sainte Geneviève des Bois et de Chilly Mazarin passaient en procès lundi matin devant le tribunal de Longjumeau. Celui-ci s'est déclaré incompétent. Deux mois ont été donnés pour saisir le tribunal de Versailles. Une enquête a été ordonnée sur les conditions de logement dans les deux foyers, ainsi qu'une justification des comptes de prestation des services rendus. Un expert doit déposer un rapport dans les trois mois.

Lire en page 6

### La grève générale a été très suivie en Iran

Lire en page 8





# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR m-l est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

Dans le projet de programme «La tâche centrale de la classe ouvrière en France», il est dit : «L'Etat bourgeois est l'instrument de la dictature de la bourgeoisie, de l'exploitation et de l'oppression violente contre la classe ouvrière. La bourgeoisie renforce actuellement cet appareil d'Etat et restreint les libertés démocratiques. Il n'en demeure pas moins qu'elle continue à exercer cette dictature sous la forme de la démocratie bourgeoise.»

Nous pensons que ce passage met bien en relief l'aspect essentiel de l'Etat tel que l'a défini Lénine dans «De l'Etat» : «C'est quand apparaît ce groupe d'hommes spécial dont la seule fonction est de gouverner, et qui pour ce faire a besoin d'un appareil

## Les appareils idéologiques d'Etat

coercitif particulier, prisons, détachements spéciaux, troupes, etc... afin de contraindre la volonté d'autrui par la violence, alors apparaît l'Etat». «L'Etat, c'est une machine destinée à maintenir la domination d'une classe sur une autre.»

Mais Lénine lui-même a montré ce qu'il y avait de nouveau dans la forme que prend l'Etat sous le capitalisme : «A l'Etat féodal se substitue l'Etat capitaliste qui proclame la liberté pour tous, prétend être l'expression de la volonté de tous, nie être un Etat de classe... «Il proclame le suffrage universel, dé-

clare par la bouche de ses zéloteurs, de ses avocats, de ses savants et de ses philosophes qu'il n'est pas un Etat de classe». En effet, la bourgeoisie ne maintient pas son pouvoir uniquement par la force des baïonnettes. Elle cherche au maximum à masquer les contradictions de classes. L'Etat prend la forme d'un corps spécial, apparemment indépendant, qui se place au-dessus de la société. Le caractère universel que la bourgeoisie veut lui donner, sert en fait à masquer sa nature de classe. Donc, on ne peut pas limiter cette oppression étatique au seul aspect de la violence qu'u-

tilise la minorité exploitée pour garantir son pouvoir au moyen de la justice et la police, avec son arsenal administratif. En effet, la bourgeoisie possède aujourd'hui tout un appareil pour imposer son idéologie. C'est aussi un aspect de son oppression, mais avec un caractère spécifique qui ne prend pas l'aspect de la violence caractéristique des interventions de l'armée ou de la police. L'oppression est ici beaucoup plus perverse, quotidienne, et a beaucoup plus la volonté d'établir un consensus. La bourgeoisie cherche à présenter un modèle où chacun doit s'intégrer.

Comme le dit Lénine : «Nous rejetterons tous les vieux préjugés selon lesquels l'Etat, c'est l'égalité générale. Ce n'est qu'un leurre ; tant que l'exploitation subsiste, l'égalité est impossible». Mais même ce leurre est aujourd'hui un moyen important qu'utilise la bourgeoisie afin de maintenir son pouvoir et on ne peut pas limiter l'Etat à l'armée, la police et la justice.

Cet appareil d'oppression idéologique, la bourgeoisie s'est attachée à le développer de plus en plus. Depuis le début du siècle, l'école aux mains de l'Etat, lui permet d'imposer

son idéologie, son système de valeur. Mais une arme importante utilisée aussi dans ce but, est la télévision. En effet, le monopole que l'Etat a imposé lui confère un pouvoir qui s'étend d'autant plus que répend largement la télévision.

La Révolution Proletarienne devra aussi détruire cet appareil de répression idéologique de la bourgeoisie.

Dans la construction du socialisme, le peuple devra s'approprier des moyens tels que la télévision, qui d'objet de domination idéologique de la bourgeoisie, deviendront source d'éducation pour le peuple.

Cellule de Dunkerque

● Au terme de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, le parlement se réunira lundi 2 octobre pour la session d'automne. Celle-ci, contrairement à la session de printemps qui «ne peut excéder 90 jours» ne peut elle-même «excéder 80 jours». Cette session, comme c'est l'usage, discutera principalement du budget 1979, exercice fastidieux qui se déroule généralement en l'absence de la plupart des députés. Pour cette session, on attendait un affrontement au sein de la majorité à propos du budget de la Défense. Mais la guerre du sixième sous-marin nucléaire n'aura pas lieu, les crédits nécessaires à sa mise en chantier ayant été prévus par le gouvernement. Il faut toutefois s'attendre à une fronde du RPR sur les thèmes qui lui sont chers tels que la relance de l'économie, l'élection du Parlement européen au suffrage universel par exemple.

Marchais pour sa part lors de sa conférence de presse de jeudi, n'a pu diminuer son embarras quant à l'initiative du groupe parlementaire socialiste. Ne pouvant faire autrement, il a d'ailleurs annoncé que son parti la voterait. Le gouvernement n'y a pas grand chose à craindre compte tenu de la constitution en vigueur, du degré d'opposition du RPR à la politique appliquée et naturellement de la place occupée par l'opposition dans l'hémicycle. Il n'est toutefois pas inutile de rappeler les différents mécanismes parlementaires pouvant amener les députés à renverser l'équipe gouvernementale en place.

Rentrée parlementaire lundi 2 octobre

## POUR LE GOUVERNEMENT, LA MENACE NE VIENT PAS DES DÉPUTÉS

Il n'est pas facile, pour l'Assemblée Nationale de renverser le gouvernement. Ainsi, l'ont voulu les rédacteurs de la constitution de 1958. Cela pour rompre avec la pratique de la IV<sup>e</sup> République au cours de laquelle les gouvernements suivaient quelquefois à moins d'un mois d'intervalle. Avec la constitution

de 58, les députés ne peuvent renverser le gouvernement que dans trois cas de figure.

D'abord, si le gouvernement prend lui-même l'initiative d'engager sa responsabilité sur un «programme» ou sur «une déclaration de politique générale». Toutefois, y compris lors de sa nomination, il n'y est nullement obligé. Et pour autant que l'on sache, il n'est pas dans l'intention du gouvernement d'engager sa responsabilité lors de cette session.

### MOTION DE CENSURE ET CHUTE DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement peut aussi engager sa responsabilité sur le vote d'une loi qu'il a déposée. Celle-ci est considérée comme adoptée si aucune motion de censure n'est déposée dans les 24 heures sans qu'il y ait eu vote sur la loi elle-même. On se souvient

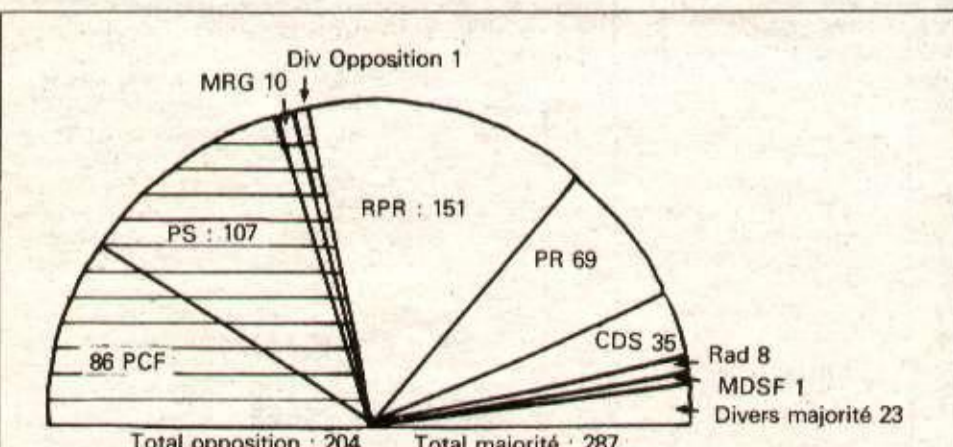
que c'est de cette manière que la loi sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel avait été adoptée.

Enfin, c'est celle qui nous intéresse le plus directement, compte tenu de l'intention affichée par le PS, les députés peuvent déposer une motion de censure. Contrairement à l'usage en vigueur sous la quatrième, où il suffisait pour que celle-ci soit adoptée, qu'elle recueille la majorité des députés présents le jour du débat, celle-ci exige depuis 58 de rassembler «la majorité des membres composant l'Assemblée Nationale».

Enfin, l'article 49 prévoit que dans le cas où la motion est rejetée, ses signataires ne peuvent en proposer une nouvelle au cours de la même session. Saut si au cours de la session le gouvernement prenait l'initiative d'engager sa responsabilité sur le vote d'un texte. En revanche, au cas où la motion est

adoptée par l'Assemblée ou que celle-ci désapprouve le programme ou une déclaration de politique générale du gouvernement le Premier ministre doit remettre au Président de la République la démission du gouvernement.

Mais, il est peu probable, qu'au cours de cette session, le gouvernement soit amené à remettre sa démission suite à un vote majoritaire de l'Assemblée. Pour lui, la menace vient principalement de la riposte des travailleurs à sa politique.



La composition de l'Assemblée Nationale compte tenu des modifications intervenues en Meurthe et Moselle, le Gers et dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris (le PS gagne trois sièges). On constate une différence de 83 sièges entre majorité et opposition ce qui laisse une marge importante au gouvernement même en tenant compte de l'hostilité de plusieurs députés RPR.

**POUR AIDER LE QUOTIDIEN DU PEUPLE, ACHETEZ-LE CHAQUE JOUR DANS LE MÊME KIOSQUE**



## La fronde du RPR

## CHIEN QUI ABOIE NE MORD PAS

«Pavé dans la mare» de Debré, menace de dépôt d'une motion de censure par le RPR, les commentateurs montent en épingle les récentes déclarations antigouvernementales des dirigeants du RPR. Des propos dont la portée doit être relativisée.

Aux journées parlementaires du RPR, Debré s'était attaqué, jeudi, avec sa vigueur habituelle à la politique de Barre. Il devait notamment déclarer à cette occasion : «Nous ne pouvons agir autrement qu'en posant ouvertement la question des conditions de notre maintien dans la majorité. C'est l'intérêt de cette majorité que de montrer que nous voulons une autre voie. Il est des temps où ceux qui se réclament du gaullisme doivent prendre des risques. Les temps sont venus.» La salle applaudit, Chirac, en tête. Après cette prestation de Debré, Chirac devait dire à la presse que «jamais la politique du gouvernement n'a été aussi marquée à droite», ce qui, venant de lui, ne manque pas de sel ; puis, il tentera de faire passer un frisson dans l'é-

chine de ses partenaires de la majorité en affirmant : «Il n'est pas exclu que l'on dépose une motion de censure. Mais nous ne voterons jamais une motion de l'opposition». Cette fronde va-t-elle aller bien loin ?

## EN MARGE DE LA MAJORITÉ...

Les raisons de cette grogne sont compréhensibles : depuis les élections, le RPR a vu son influence réduite dans la sphère gouvernementale. Il y a déjà beau temps que le président de la République et le Premier ministre ne sont plus des gaullistes. Les élus RPR sont de plus en plus fréquemment mis devant le fait accompli en ce qui concerne les décisions gouvernementales importantes. C'est ainsi que, concernant l'élargissement

de la CEE aux trois pays de l'Europe du Sud, la position française a été annoncée par Giscard, sans que quiconque au RPR en ait été avisé. Ce qui a suscité des réactions vives du RPR, qui a assuré que, sur ce point, il n'y aurait pas de majorité pour voter l'élargissement. Une attitude ferme en apparence, mais ce n'est pas demain qu'un traité européen viendra sur le bureau de l'Assemblée.

Le RPR se trouve dans une situation en porte-à-faux. Ayant de moins en moins de moyens de faire prévaloir ses vues à la tête de l'État, il subit néanmoins les retombées de la politique impopulaire de Barre : les résultats des dernières élections partielles ont montré un net recul du RPR, comme de l'ensemble de la droite. Les tentatives de Chirac de se présenter comme en marge de l'action gouvernementale ne sont pas payantes auprès des électeurs : les mécontents votent pour l'opposition et font subir des échecs aux deux composantes de la majorité, sans établir de distinctions entre elles.

Où va donc cette fronde ? Sûrement pas très loin. Chirac peut espérer, par des propos tapageurs, obtenir quelques concessions de Giscard sur certains points. Le dépôt d'une motion de censure — avant Noël, a-t-on laissé entendre au RPR — est peu probable. Où mènerait un renversement de gouvernement ?

## ...SANS POUVOIR PASSER DANS L'OPPOSITION

Giscard a répondu indirectement, vendredi dernier. Recevant à l'Élysée les fondateurs de la constitution de 1958, il évoquait l'originalité de cette constitution — ceci d'ailleurs en l'absence remarquée de Michel Debré, l'avion spécial de l'Élysée n'étant pas venu le chercher... Giscard glissait incidemment dans son allocution : «(le Président) dispose de cette arme capitale de tout régime parlementaire qu'est la dissolution. Quand je dis qu'il en dispose, je veux dire que s'il le faut, il est prêt à l'exercer». Que Chirac se le tienne pour dit. Il est peu probable que le RPR prenne ainsi le risque d'une crise de gouvernement. Ses députés fraîchement élus, ne tiennent pas à voir leur mandat remis en cause. D'autant plus que les résultats des dernières élections partielles laissent penser que des élections seraient désastreuses pour le RPR encore plus que pour l'UDF.

Il n'en reste pas moins que le RPR peut encore exercer des pressions sur le gouvernement. La dissolution de l'Assemblée est une menace que Giscard ne peut pas brandir trop haut : son application serait périlleuse pour l'ensemble de la majorité. On peut s'attendre à ce que, dans cette situation, le RPR poursuive sa guérilla, sans se hasarder à livrer un engagement décisif qui se retournerait contre lui.

François NOLET

## Chirac attaque le conseil constitutionnel

Les annulations d'élections législatives avaient déjà donné lieu à une polémique sur le rôle du conseil, lancée par Mitterrand. Chirac vient de faire entendre un son de cloche voisin, à propos de l'annulation de l'élection de Christian de la Malène. Il a notamment déclaré : «Si je respecte l'institution, je ne respecte pas forcément les hommes qui la composent et celui qui la préside». Le président du conseil est Roger Frey, un «gaulliste historique». Chirac a quelque raison de voir des motivations politiques dans cette annulation, qui frappe le premier adjoint au maire de Paris.

Rocard a l'appui du *Matin* et du *Nouvel Observateur*

Rocard continue de faire parler de lui dans la presse. S'il se plaint de n'être passé à la radio et à la télévision que quatre fois depuis les élections, il a droit à une interview dans le *Nouvel Observateur* et à de longs commentaires dans *Le Matin*. Ce qui montre assez nettement que les organes de presse favorables au PS semblent avoir choisi de le soutenir.

Nul ne doute que Rocard vise les présidentielles de 1981. Sauf lui-même : il élude la question dans son interview au *Nouvel Observateur* par un «parlons de ce qui est important aujourd'hui». Pas question non plus d'attaquer Mitterrand : «Nous avons besoin de toutes les sagesse, de toutes les fidélités et de toutes les compétences». Mais, tout de même, il montre le bout du nez quand on lui pose la question du meilleur candidat socialiste pour 1981 : «Ce seront les militants de notre parti qui désigneront le candidat de tous les socialistes à l'élection présidentielle». Ce qu'il ne dit pas, c'est l'activité débordante qu'il déploie au sein du PS pour que ce soit lui. Ces derniers jours, il a beaucoup voyagé dans les fédérations du Parti Socialiste. Tout dernièrement,

on l'a vu dans le Nord, où il a rencontré des responsables de son parti : la puissante fédération de Mauroy pèsera de façon importante et peut être décisive dans la désignation du candidat. Sitôt revenu du Nord, il repartait dans l'Est.

Dans cette lutte pour le pouvoir, Rocard dispose de l'appui de la presse du groupe Perdriel : *Le Matin* lui consacre de longs articles favorables, et l'éditorial de Jean Daniel dans le *Nouvel Observateur* est pour le moins ambigu : il prétend rejeter ceux qui l'«enjoignent de choisir entre Rocard et Mitterrand» et insiste sur la «complémentarité» des deux hommes. Pour glisser tout de même : «il n'est au pouvoir de personne de décider que notre fidélité à François Mitterrand ne

## Coup de sonde

Le *Nouvel Observateur* publie un sondage sur les intentions de vote en cas d'élections législatives. Selon ce projet de sondage, le PSU et l'extrême gauche obtiendraient 3 % des suffrages, le PCF 18 %, le PS-MRG 32 %, l'UDF 21 %, le RPR 20 %, les écologistes 3 %. Donc, une baisse du RPR, distancé par l'UDF, une nette poussée socialiste au détriment notamment du PCF (extrême-gauche et écologistes inchangés). Ces résultats confirmeraient les tendances qui se dégagent des élections partielles. Il est tout de même permis de se poser des questions sur la validité d'un tel sondage, qui se déroule en dehors de toute campagne électorale.

On apprend également que 39 % des électeurs de gauche considèrent que le PCF et le PS portent une responsabilité partagée dans l'échec de la gauche. 48 % des électeurs du PCF attribuent la responsabilité au PS, 40 % des électeurs du PS au PCF.

puisse s'accommoder d'un attachement à Michel Rocard».

Comme le dit le même Jean Daniel, «Rocard aurait bien des talents, mais surtout, celui de manipuler des journalistes»...

Au fait, le 28 juin dernier, Mitterrand, lors d'une conférence de presse, avait lancé l'idée que le PS pourrait se doter d'un quotidien. A l'époque, c'était

passé presque inaperçu. Le projet aurait même pu paraître, à première vue, saugrenu, puisque *Le Matin* remplit cet office. Mais les sympathies rocardiennes de ce journal ne sont sans doute pas pour rien dans ce projet, qui pour l'instant n'a pas connu de début de réalisation. Les proches de Mitterrand vont-ils l'exhumer d'un tiroir ?

F.N.

## «Temps nouveaux» donne son avis sur le dernier livre du PCF sur l'URSS

Elleinstein et le PCF lui-même sont durement attaqués dans le dernier numéro de *Temps nouveaux*. A propos du quarantième anniversaire des accords de Munich la revue écrit : «Les représentants de la réaction monopoliste utilisent tous les représentants de la gauche à fortiori communiste, qui seraient prêts à se placer sous la bannière de l'anti-communisme. De là la grande popularité de Jean Elleinstein dans la bourgeoisie». Ces attaques ne sont pas nouvelles ; en revanche plus significative est le paragraphe consacré au dernier livre sur l'URSS commandé par le BP du PCF à cinq intellectuels de ce parti.

«De là vient aussi la publicité organisée autour de n'importe quel livre qui, rédigé par des représentants de la gauche, contient — indépendamment des intentions des auteurs — un potentiel plus ou moins anti-soviétique».

«Plus ou moins anti-soviétique» une manière somme toute assez modérée d'évoquer un livre qui avait la prétention de se démarquer de l'URSS.

## Bigeard veut plus de Barre

«Quand M. Barre dit qu'il faut serrer la ceinture, je suis tout à fait d'accord avec lui, mais on aurait dû le dire en 74, dès l'augmentation du prix du pétrole». C'est le tortionnaire Bigeard, député UDF de Metz qui a écrit ces lignes dans la *Lettre des Républicains*, organe du PR. Selon lui, le principal problème aujourd'hui c'est que le gouvernement n'explique pas assez sa politique. Que demande-t-il au juste ? Barre deux fois tous les soirs dans chaque émission du journal télévisé ?

## UDF 1

L'UDF annonce qu'elle aura à partir du 2 octobre une publication quotidienne intitulée *UDF 1*. Sans doute pour répondre à la *Lettre de la Nation*, vecteur quotidien des attaques du RPR contre la politique gouvernementale.

## Attentat contre FR 3 Ajaccio

Un attentat a ravagé la station d'émission de FR 3 à Ajaccio dans la nuit de jeudi à vendredi. Le préjudice s'élevait à 1 million de francs. L'attentat n'a pas, encore été revendiqué. Il se peut que cet attentat retarde la mise sur pied du journal télévisé quotidien à destination de la Corse, qui était prévu pour le printemps prochain. C'est la deuxième fois que cet édifice est visé par un attentat.

La radiation de *Pilote* de la CPPAP : une décision politique ou bureaucratique ?

Le 15 septembre, on se souvient que *Pilote* était radié de la commission paritaire des publications et agences de presse. Il était reproché au journal de couvrir plus de 50 % de sa surface rédactionnelle avec des B.D., chose interdite aux journaux de bande dessinée à destination des adultes s'ils veulent pouvoir être inscrits à la CPPAP et bénéficier des avantages y afférant.

Dans le dernier numéro du mensuel, Guy Vidal, le rédacteur en chef, revient sur cette décision. Il écrit : «Cette radiation n'a été précédée d'aucune mise en garde et a été prononcée sans que nous soyons entendus, va augmenter nos frais dans des proportions telles que si cette mesure n'est pas reportée, nous serons obligés de cesser de paraître. On ne nous avait notamment pas pardonné, poursuivit-il, notre dernière couverture : «Baby Barre surdoué».

Je crois encore beaucoup plus à la décision d'un de ces mystérieux organismes bureaucratiques qui pullulent ici comme des cellules cancéreuses. Après avoir expliqué ce qui leur était reproché, il poursuit : «C'est Ubu, Charlot face à la machine qui devient folle... Sur-tout si l'on se souvient qu'en 1974 a été votée la loi Cressard qui reconnaissait enfin le statut du journaliste à la quasi-totalité des pigistes dessinateurs. Quatre ans plus tard, on ne reconnaît plus comme journaux les organes qui les emploient».



DERYCKE EN ASSISE  
UN PROCES  
QUI TOMBE A PIC

Jean-Pierre Derycke, «permissionnaire» en cavale qui, en mai 77, avait tué un policier qui le poursuivait après le vol d'une voiture, et en avait blessé un deuxième, devait être jugé vendredi en assises. Un procès qui tombe à pic, pour tous ceux qui mènent campagne pour une plus grande rigueur dans les prisons, à la veille d'un vote sur les permissions pénitentiaires.

DES CRS  
VONT ILOTER  
LA BANLIEUE

Le PCF n'est pas content, puisque Vitry n'a toujours pas de commissariat, alors pourtant que cinq nouveaux commissariats viennent d'être créés dans le Val de Marne. Le parti de Marchais crie au scandale : «Vitry encore privée de commissariat!»

En plus de ces «créations», le ministre de l'Intérieur fait des expériences. Pendant un mois, il va doter les départements des Hauts de Seine, de la Seine Saint Denis et du Val de Marne, ainsi que les Alpes Maritimes, de 140 CRS chacun, pour «iloter» les quartiers.

## Une radio municipale à Othis (Oise)

## LES PIRATES D'OTHIS...

●Une municipalité d'Union de la gauche qui connaît des difficultés de gestion, des impôts locaux qui devraient augmenter de 22 %, un référendum illégal et la municipalité décide d'une radio locale pour exposer ses difficultés, «toucher» ses administrés, et se faire entendre «plus haut». «Radio Survie» émettait pour la première fois samedi depuis la mairie d'Othis dans l'Oise, un village-dortoir qui, selon ses habitants, a poussé trop vite.

Samedi à 17 h 50 résonnait dans les transistors le Temps des Cerises, joué au limonaire qui devenait ainsi l'indicatif de Radio Othis, Radio Survie. Autour de la petite mairie, dont les bâtiments ont été récemment agrandis, et au fronton desquels flotte la banderole «Non aux exigences de l'Etat», une trentaine de personnes écoute silencieusement la première émission sur des postes que l'on a amenés pour la circonstance. Le maire PS, au micro, fait un bilan de la situation financière de la commune, thème de l'émission. Les auditeurs sont invités à poser des questions, par l'intermédiaire du téléphone, auxquelles il est répondu de suite. Les animateurs de Radio 93 installent un micro pour que les personnes présentes à l'extérieur puissent également intervenir en direct. Car l'émission a lieu grâce au soutien de Radio 93, qui prête le matériel, la mu-

nicipalité projetant dans un proche avenir de se procurer du matériel propre. Radio 93 explique son soutien, en resituant l'expérience de Radio Survie dans le cadre de la bataille des radios libres ; les ani-

mateurs de Radio 93, ne cachent pas leur plaisir de constater que l'Alo (association pour la libération des ondes), dont on connaît les liens avec le PS (cf QDP du 20 septembre) n'a pas été capable de fournir le matériel, bien qu'elle ait été contactée auparavant, le contact avec Radio 93 n'ayant été établi que par hasard. Pour Radio 93 dont le soutien n'est que ponctuel, c'est un moyen de redynamiser le mouvement des radios libres, en créant de fait un point

d'émission illégal, et au moment où «traîne» le projet de Radio Montreuil (PCF), il lui a semblé intéressant de pouvoir créer un état de fait, alors que le projet de Montreuil attend toujours une hypothétique autorisation gouvernementale. L'adjoint au maire, membre du PCF, déclare d'ailleurs «on n'est pas toujours en train de demander l'autorisation à nos directions, nous savons prendre nos responsabilités». Quant aux participants de la radio, et bien que les

animateurs n'entendent pas municipaliser celle-ci, ni poser d'exclusive ils devront être «représentatifs» et faire partie du «Comité de Sauvegarde d'Othis». Comité mis en place à l'initiative de la municipalité pour faire face à la menace de mise sous tutelle par la préfecture de la ville d'Othis, si elle ne parvient pas à redresser la gestion «catastrophique» du maire précédent ; pour ce faire, la hausse des impôts locaux devrait être de 22 %, hausse que les othissois ne sont pas prêts d'accepter facilement. En dramatisant, la municipalité cherche à créer autour d'elle un courant de sympathie, qu'elle s'attache à développer par une attitude «offensive», n'hésitant pas à enfreindre la légalité par deux fois : un référendum sur la hausse des impôts locaux, une radio locale. Les émissions se poursuivront tous les soirs pendant les quinze prochains jours. Les conseillers municipaux et le maire, cachent mal leur satisfaction de voir ainsi se créer autour de leur radio, un courant favorable, dont ils espèrent bien tirer profit.



Pierre CHATEL

## Centrale de Plogoff

## LES CLIN : TRAVAILLER A LA MOBILISATION

●Les CLIN finistériens viennent d'endosser une lourde tâche, celle de contrecarrer l'information officielle qui utilisera tous les moyens pour faire admettre par les Bretons la fausse nécessité d'une centrale nucléaire.

Depuis deux ans déjà, un CLIN (Comité local d'information sur le nucléaire) existe à Ploumoguier, à 20 kilomètres à l'ouest de Brest. Durant ces deux années, il fut le plus actif ; régulièrement, il organisa des campagnes d'information dans le cadre de manifestations, ou plus souvent de festivals. Un GFA (Groupement Foncier Agricole) fut créé il y a plus d'un an sur son site. Parallèlement, Plogoff, à deux kilomètres de la Pointe-du-Raz, ne s'organisa pas de la même façon. Lorsque les techniciens d'EDF se présentèrent, il y a deux ans, pour faire des prélèvements, ils se cassèrent le nez sur des barrières tenues par les habitants seuls. Suite à cette action, ils reçurent l'assurance de ne plus être inquiétés. Giscard, deux ans après, affirma d'ailleurs qu'«aucune centrale nucléaire ne sera implantée contre la volonté de la population». Des habitants de Plogoff le crurent, et relâchèrent leur vigilance. Ce n'est qu'il y a un mois,

à la suite d'une étude du CNEXO et du rapport d'EDF, soumis aux deux instances régionales qui privilégiaient Plogoff et Ploumoguier comme site, que Plogoff se réveilla à nouveau.

PAS DE CENTRALE  
A PLOGOFF

Il est d'ailleurs possible que Ploumoguier vienne d'être provisoirement écarté du fait de l'excellent travail que fit le CLIN de Ploumoguier dans le Nord-Finistère, d'autant plus que la population y est déjà suffisamment révoltée par les marées noires. Ce pourrait être la goutte d'eau... A l'opposé Plogoff n'est en fait mobilisé que sur un seul point : pas de centrale sur sa terre. Les villages environnants sont rares. Audierne à 15 kilomètres est mal informée du nucléaire. En fait, donc, si par tempérament, Plogoff se battra violemment, il risque par contre de ne pas savoir s'organiser efficacement face aux manœuvres d'EDF et du pou-

voir par manque de préparation ; et l'aide de ses proches voisins risque d'être longue à venir. C'est à partir de ce constat que les CLIN Nord-Finistère, Ploumoguier, Brest, Landerneau et Lesneven, vont organiser leur travail. Il reste deux ans avant que les travaux ne débutent, ce doit être suffisant. Le CLIN de Brest, qui depuis un mois est fort de cent membres actifs et d'au moins autant de proches sympathisants, s'organise déjà en ce sens. C'est à partir de l'expérience du Comité Anti-Marée noire, que ses membres ont décidé de se scinder en cinq comités de quartier couvrant tout Brest, de façon à étendre l'information au mieux vers la base. Des bases de dix à quinze militants réuniront régulièrement leurs voisins de quartiers, les sensibilisant ainsi aux problèmes quartier par quartier. Par ailleurs, une assemblée générale se tiendra régulièrement tous les mois de façon à échanger les expériences, à coordonner et organiser les opérations de plus vaste envergure. Ainsi est déjà prévue une semaine de films sur la pollution en général dans le courant du mois à venir.

L'objectif actuel des

CLIN est donc de donner le maximum d'informations à chacun, de façon à pouvoir les mobiliser ensuite sur des bases sûres, le moment venu. Un travail de longue haleine mais qui a toutes ses chances d'aboutir.

LA BRETAGNE  
EXCEDENTAIRE

Cette tâche sera d'autant plus difficile qu'ils ne pourront compter sur l'aide des partis de gauche, qui ont déjà fait un assez sale boulot en ce domaine. Tout le monde s'attend à ce qu'EDF fasse des coupures de courant cet hiver de façon à faire croire aux Bretons que la demande dépasse la production. Et la CGT l'y aidera, puisqu'elle dit dans un tract diffusé à Brest lors de la dernière manifestation : «construire des turbines à gaz, pour faire face dans l'immédiat aux besoins de la population et éviter les coupures d'électricité qui sont à craindre dès cet hiver». Ceci alors que l'UDB et les CLIN l'ont démontré : la Bretagne est excédentaire de 6,2 % en énergie électrique (ceci en comptant la Loire Atlantique). Relevons que dans ce même tract de la CGT, aucune men-

tion n'est faite de possibilités d'énergies nouvelles. Seul le problème de la sécurité, dans l'état actuel des choses est posé. Ces solutions étant évidemment les mêmes que celles du PCF.

Quant aux quotidiens locaux, ils ont déjà fait leur choix. Même le *Télégramme* qui transformait ainsi un communiqué de l'UFC : «L'Union des consommateurs du Nord-Finistère qui appelle à la manifestation profite de l'occasion pour s'en prendre à la politique de l'EDF en matière de «tout électrique». Elle estime d'autre part qu'il est possible grâce à ces mesures d'économie de se passer du programme nucléaire».

Ce n'est donc pas non plus la presse locale qui se fera l'écho des militants anti-nucléaires. Il ne reste donc que les réunions, les panneaux et les tracts sur les marchés.

LES ARGUMENTS  
DES CLIN

Les réacteurs PWR (type prévu à Plogoff) ne sont pas au point. Nombreuses pannes à Fessenheim. Et la France lance des réacteurs

bien supérieurs en puissance à ce qui a été fait jusqu'à présent. Le démantèlement des centrales et le stockage des déchets ne sont pas résolus. La France accepte d'être la poubelle atomique du monde, et bientôt des navires japonais chargés de déchets passeront au large d'Ouessant, pour alimenter la Hague.

Une centrale dans le Finistère ne signifie pas l'industrialisation de la région. La totalité de l'électricité sera exportée. «Il n'y a pas de rapport direct entre l'implantation d'une centrale nucléaire et le développement industriel de la région qui l'accueille», précisait d'Ornano. L'uranium est peu abondant dans le monde, le prix du KW/h nucléaire est actuellement largement sous-estimé. Le nucléaire enrichit le capitalisme international qui impose son bon vouloir à la population. La centrale va accélérer l'exode des paysans et des pêcheurs. La société policière que cette centralisation suppose est évidente. Sans compter les divers risques de pollution encore moins connus.

De notre correspondant  
J.J. Kerficien



Paris : manifestation lycéenne

# «BEULLAC MENTEUR, TU FABRIQUES DES CHÔMEURS»

● Venant marquer quinze jours d'agitation dans les établissements scolaires, la manifestation de vendredi a montré l'ampleur de la mobilisation. Les profs de gym, manifestaient contre les mesures Soisson, leur cortège fut rejoint par celui des lycées de Paris et de Seine-Saint-Denis, sur leurs revendications, qui au demeurant restent floues.

Vendredi, 14 heures, la proximité immédiate du métro Bac est envahie par près d'un millier de lycéens et de collégiens de la capitale et de ses environs. Pour la majorité d'entre eux c'est leur première «manif», et règne un joyeux désordre, des pétards claquent, les banderoles se déploient et gonflent sous l'effet du vent violent. La manifestation

des lycéens, appelée par la coordination des lycées du 93, Montreuil, Noisy-le-Sec (occupé), Bondy, Le Raincy, Drancy, Pantin, Saint-Denis, et des lycées parisiens Condorcet et Anatole France, s'étalait sur le boulevard Saint-Germain, où les rejoignaient d'autres établissements Paul Valéry, Voltaire, le CES le Vau, Turgot, Montaigne, Colbert, Balzac de Paris et

Aubervilliers, Livry-Gargan...

L'absence de service d'ordre créera des bouchons inextricables, mais n'entamera cependant pas l'enthousiasme des lycéens. La manifestation intervenait dans le cadre du refus des conséquences de la réforme Haby, et résumées en quatre points : suppression de postes d'enseignants, surcharges de classes, conditions de travail et de sécurité déplorables, diminutions d'heures de cours. Mais certains lycéens souhaitent aller au delà de ces revendications «techniques», résumées dans le mot d'ordre «Des profs, des crédits» dans l'ensemble assez peu repris. Les lycéens semblent en effet peu unifiés sur les revendications, certains désiraient poser le problème dans son ensemble, par rapport à la crise et au chômage, comme nous l'a expliqué un lycéen de Montreuil. Par contre d'autres se contentent des revendications précédemment formulées : «Nous voulons arriver sur le marché du travail avec le meilleur bagage possible», tout en reconnaissant les limites d'une telle revendication, laissant apparaître une future démarche individualiste «pour se frayer une place» à la sortie du lycée ou des facs. Ceux des LEP, anciennement CET, posent des exigences différentes quant à leur contenu, et reprenaient plus volontiers les mots d'ordre «Beullac, ministre du chômage», «Beullac menteur, tu fabriques des chômeurs !», c'est vrai qu'ils



Manifestation lycéenne vendredi dernier à Paris

sont confrontés plus cruellement au problème du chômage, de par leur spécialisation, et qu'ils sont aussi plus aptes à poser les problèmes sous d'autres aspects, notamment le rôle de l'école dans la société capitaliste. Pourtant ces questions ne sont pas encore formulées sur un plan d'ensemble, les assemblées générales des différents établissements, restant très en deçà des exigences du mouvement, reflétant par ailleurs le manque d'organisation et d'expérience de cette contestation. D'autant qu'il lui est difficile de prouver son «autonomie» par rapport au mouvement des profs, ou des parents d'élèves. «On a plutôt l'impression de servir de caution aux profs», explique un jeune de Montreuil, «et il faut définir et structurer rapide-

ment le mouvement lycéen d'une façon autonome par rapport à celui des profs, et des parents d'élèves, sinon on risque de devoir reprendre à la suite des profs, sans aboutir. Mais il faut organiser des discussions dans les lycées, sur les causes réelles du mécontentement et les conséquences qu'auront l'arrêt du mouvement». D'autant que les manœuvres pour faire cesser la lutte des lycéens continuent. Ainsi les JC appelaient divers établissements à une «coordination», notamment au lycée d'Aubervilliers, qui aurait dû se tenir au moment de la manifestation de vendredi !

Cette manifestation se retrouvait tout de même forte de 3 000 lycéens, et rejoignait le cortège des profs de gym, aux Invali-

des, «pour faire plus de poids»; le ministère de la jeunesse et des sports, duquel dépendent les profs de gym, recevait une délégation qui lui demandait l'annulation du «plan de relance». La sono des profs de gym faisait part de l'unité de l'action, mais ne réussissait pas à lever le septicisme et la désorientation des lycéens. Les Assemblées générales de lundi seront déterminantes dans la poursuite de l'action, si elles permettent de poser les problèmes dans toute leur ampleur, et d'intéresser la majorité des lycéens (nombreux sont ceux qui, en souscrivant à la lutte n'y participent pas pleinement). La coordination prévue lundi à 15 h 30 à Jussieu, pourrait alors marquer un tournant.

Pierre CHATEL

## La situation en bref...

Manifestation également à Paris, des enseignants du supérieur contre le décret du 20 septembre qui modifie le recrutement des vacataires et des assistants ; près de 3 000 personnes assistaient à la manifestation de vendredi.

Les profs de gym ont également manifesté en province, vendredi, devant les directions régionales de la jeunesse et des sports dont celles de Marseille, Nice et Ajaccio ont été occupées.

Plusieurs écoles primaires ou même maternelles sont occupées par des parents d'élèves : école maternelle de la Cour-des-Neuves à Paris, celle de Sartrouville, de Gennevilliers, de la Roche-sur-Foron, de Pornichet, les six groupes scolaires de Louvres (95). Les flics sont intervenus pour «dégager» trois enseignants du Val d'Oise, retenus par des parents d'élèves. Le deuxième directeur retenu par les parents de Survilliers a été relâché, un poste ayant été pourvu.

Les lycéens des LEP de Meaux, Saint-Malo, Créteil, sont en grève. Dans la Seine Saint-Denis, la presque totalité des établissements est touchée par la grève des enseignants et des élèves (17 sur 20).

Les lycées parisiens sont également touchés, la province connaît aussi ses grèves et plus de 250 établissements restent touchés.

## PAYSANS EN LUTTE

Nantes

# PREMIERE MANIFESTATION CONTRE LE CRÉDIT AGRICOLE

● Depuis mardi dernier, à la suite de la demande d'expulsion par la caisse locale de St Mars-la-Jaille, Jean Cadiot poursuivait sa grève de la faim entamée le jeudi 21 dans les locaux de la chambre d'agriculture à Nantes. C'est bien entendu autour de ce qu'on appelle déjà l'affaire Cadiot, que s'est déroulée la première manifestation d'ampleur contre le Crédit agricole «mutuel». Jeudi 28, à 14 heures, au pied de l'immeuble luxueux de la caisse régionale se regroupait la manifestation appelée par les Paysans Travailleurs de l'Ouest. 500 paysans sont venus accuser la troisième banque mondiale, en défilant derrière une banderole noire où on pouvait lire : «Le Crédit agricole mu-TUE-1 les paysans»

Bien cachés derrière leurs vitres teintées, et derrière les flics qui déployaient beaucoup d'énergie, les administrateurs régionaux du «Crédit» ont pu entendre les slogans des manifestants : «Le financement, un droit, pas une faveur, «Le Crédit nous étrangle et c'est nous qu'on accuse !» Une délégation de 7 paysans essaya ensuite d'entrer dans cette tour d'ivoire. Là, un acolyte du directeur donnait, à travers la porte vitrée bien fermée, les consignes de ses supérieurs. «Nous ne discuterons pas de l'affaire Cadiot». Avec cette «négociation», le Crédit s'est couvert de ridicule pendant une bonne demi-heure. Finalement, trois paysans de

la région (paysan-travailleur et producteurs de génisses) entrèrent sans pouvoir être accompagnés par Annick Cadiot.

### LES REVENDICATIONS SYNDICALES

Alors qu'un meeting s'improvisait au pied de l'immeuble, la délégation sortit et expliqua les résultats de l'entrevue. Chacune des revendications présentées par les paysans devait rebondir sur les murs épais du pouvoir de l'argent : «Affaire Cadiot : connais pas ; représentation syndicale au moment de l'ouverture de prêts : pas question ; liberté d'accès aux dossiers individuels et explication du refus des

prêts : sûrement pas ; financement correct des agriculteurs : sans intérêt ; convention collective de prêts : rien à faire». Cette fin de non recevoir était copieusement sifflée. Les banquiers «verts» refusent de lâcher une parcelle de leur pouvoir. Les interventions des délégués montrèrent ensuite pourquoi Jean Cadiot, dont l'exploitation est rentable, de l'aveu même de la CANA, est victime d'une répression (voir QdP du 27-9), pour son activité syndicale.

Après que les paysans eurent entrepris de lutter contre les firmes (Sanders, Wessafic), et la propriété foncière (Cheix en Retz, Mésanger...) c'est contre l'encadrement systématique et contre l'arbitraire du Crédit Agricole que leurs coups se portent. Mais l'adversaire est de taille : 150 milliards de bénéfices en 77. Aussi, devant les risques qu'encourait Jean

Cadiot, en poursuivant sa grève de la faim, les Paysans-Travailleurs ont-ils décidé de lui demander de l'arrêter là. Cependant, l'affaire Cadiot, n'est pas terminée.

### LA MOBILISATION VA CONTINUER

Un appel pour une souscription large a été lancé, sous forme de prêts, afin de remplacer le financement refusé par le Crédit. Toute somme versée sera remboursée, et les comptes seront publics. De plus, les Paysans-Travailleurs appellent tous les travailleurs non paysans, ayant un compte courant au Crédit Agricole, à le retirer, en liquide (les paysans n'ayant pour leur part, pas le choix de la Banque). Si ces conclusions témoignent, pour certains, d'un échec, il apparaît bien que la lutte contre le Crédit est aujourd'hui engagée. Déjà,

devant le mécontentement qui s'exprime, les conseils d'administration des Caisse Régionales ont débloqué plusieurs dossiers de financement en litige (il y en a plus de 500 en Loire Atlantique). De plus, par l'attitude courageuse de Jean Cadiot, la «honte» de l'échec économique, et les illusions sur le caractère mutuel du Crédit, ont pris du plomb dans l'aile. Les actions à partir de là, vont se multiplier, même si l'affaire Cadiot n'est pas réglée. Il faut, pour cela, comprendre la taille de l'adversaire, et son poids dans la vie et le devenir même des paysans. Comme le rappelait Bernard Lambert, en engageant la lutte contre la plus grande banque d'Europe, celle qui se cache derrière une image «verte» et «mutualiste», les paysans endettés et les petits paysans portent des coups au capital bancaire, celui qui décide de l'emploi et du sort des travailleurs

dans l'industrie comme à la campagne. Aussi, si la grève de la faim de Jean Cadiot n'a apparemment pas porté tous les fruits qu'on aurait pu souhaiter, (financement officiel pour Jean Cadiot, mobilisation plus grande de la masse des paysans et des travailleurs de Nantes), cette lutte est bien le déclic de la contestation sous tous ses aspects de la politique du Crédit Agricole.

Correspondant Nantes

J. CADIOT  
HOSPITALISÉ

Jean Cadiot, paysan-travailleur a cessé la grève de la faim qu'il a entreprise pendant 10 jours. Il vient d'être hospitalisé.



## Foyers Sonacotra en grève

Montreuil (Seine St Denis)

TOUS  
DEVANT LE TRIBUNAL

Tract du comité de soutien

Le 20 septembre 1978, 5 résidents du foyer de Montreuil ont été assignés devant le tribunal pour non paiement du loyer. Le jugement a été reporté au 4 octobre à 10 h. La Sonacotra les a choisis sur les indications du gérant-flic Castel, alors qu'ils sont plus de 150 résidents en grève depuis 3 ans.

La même opération de répression est engagée dans tous les foyers Sonacotra et AFRP, contre des résidents choisis parmi les délégués et les résidents les plus combattifs.

La Sonacotra et l'Etat espèrent ainsi briser cette grève exemplaire qui rassemble 30 000 travailleurs de 24 nationalités différentes dans toute la France, et qui se battent sur la même plateforme de revendications (...).

La force de cette lutte tient aussi à son organisation :

- Election dans chaque foyer du Comité de résidents par l'assemblée générale.

- Regroupement de tous les Comités de résidents dans le Comité de coordination, unique représentant des foyers en grève (pas de négociation foyer par foyer).

C'est cette organisation et leur détermination qui permettent aux résidents de lutter et de faire face à

la répression. Mais ils sont aujourd'hui isolés : aucune direction syndicale ne les soutient, et elles ont même trahi la lutte en essayant de négocier directement avec la Sonacotra, par dessus la tête des résidents et sans reconnaître leur Comité de coordination.

Malgré cela, nous sommes certains que tôt ou tard de nombreux travailleurs et leurs sections syndicales soutiendront la lutte des travailleurs immigrés des foyers : Sonacotra, ADEF, AFTAM, etc..., car elle rejoint les luttes de toute la classe ouvrière pour l'amélioration de ses conditions de vie et de travail. Déjà le 20 septembre dernier quelques sections syndicales et quelques travailleurs français se sont retrouvés

parmi une centaine de résidents qui ont accompagné les 5 camarades au tribunal.

Nous appelons donc tous les travailleurs syndiqués ou non, à rejoindre les Comités de soutien pour renforcer la lutte.

Le 4 octobre 1978 à 10 h, tous les résidents du foyer de Montreuil, à l'appel du Comité de résidents, repartiront au tribunal pour soutenir leurs camarades.

Il faut que tous les travailleurs français et immigrés, syndiqués ou non, conscients de l'importance de cette lutte y soient aussi.

Tout au tribunal d'Instance de Montreuil, le mercredi 4 octobre à 10 h.

Comité de soutien  
de MontreuilLes procès  
de cette semaine

Foyer Paris XX\* (rue D'annam). Mairie du 20\*, mardi 3 octobre (décision)

Foyer de Montreuil (Lanoue) : procès reporté au 4 octobre, au tribunal d'instance de Montreuil à 10 h

Foyers de Bagnolet, de Neuilly sur Marne : tribunal de grande Instance de Bobigny, le 5 octobre, à 14 h (décision)

Foyer de Plessis-Trévise : tribunal de grande Instance de Créteil le 5 octobre (renvoi).

Foyer d'Ivry : décision le 6 octobre

Manifestation à Metz

TOUJOURS  
PLUS NOMBREUX !

A l'occasion du jugement en appel du tribunal de Metz autorisant la Sonacotra à expulser 9 résidents, c'est environ 1 300 personnes qui ont défilé dans les rues de Metz. Parmi elles, des résidents de tous les foyers de la région, et une participation un peu plus forte de travailleurs, de femmes, de jeunes Français.

«Encore plus que le 12 août» (nous étions un millier à manifester) était la réflexion que faisaient de nombreux travailleurs. A vrai dire, dans plusieurs foyers de la région, aucun résident ne s'était rendu au travail.

Pourtant, la Sonacotra et la justice ne ménagent

pas leurs efforts : ainsi c'est en huit jours, la troisième mobilisation devant un tribunal. Mais cette fois, l'audience prévue à 14 heures avait été avancée au matin, sans doute dans l'espoir d'empêcher la manifestation. Mais bien que celle-ci ait été prévue le soir, environ 150 résidents étaient présents dès 9 heures au tribunal et remplissaient la salle d'audience.

A Merlebach, sur appel du gérant, la police intervenait contre le piquet d'explication en place dès l'aube à la sortie des foyers, et tentait d'embarquer un résident combattif. Elle se voyait contrainte au recul devant la mobilisation

immédiate de tous les résidents.

Le résultat du jugement ne sera connu que le 11 octobre mais quel qu'il soit, aujourd'hui, la lutte a pris suffisamment de force pour empêcher les expulsions.

D'ici là, les résidents auront à contrer une nouvelle attaque venant de la mairie PS de Merlebach qui menace de couper l'électricité, le gaz, ... à partir du 30 septembre dans ce foyer qu'elle gère, à la manière d'un patron de combat, pour le propriétaire d'AFMO qui se déclare en faillite.

Non, M. Stoléro, la lutte n'est pas finie !

Corr. Thionville.



Manifestation des foyers en lutte du 21.09.78 à Thionville

A deux mois du Congrès de la CGT

LA DÉMOCRATIE  
AU CENTRE DES DÉBATS

● A moins de deux mois du prochain congrès de la CGT, les réunions se multiplient à tous les échelons. Vendredi dernier, avait lieu chez Berliet Vénissieux (près de Lyon) un comité régional élargi de la CGT, avec la participation de Jean Louis Moynot, du Bureau Confédéral.

Moynot, c'est, au sein de la direction confédérale, un des hommes qui ont du poids : il s'occupe en particulier du secteur économique et les propositions de la CGT sur la «gestion démocratique», sur la planification, sont passées entre ses mains. C'est lui qui avait présenté le rapport sur la planification à l'important colloque de Nanterre, avant les élections de mars dernier.

A la réunion de Vénissieux, il a abordé deux

thèmes : la démocratie dans la CGT, et la politique économique à réfléchir par la CGT, face à la crise actuelle. Sur le premier point, il a notamment déclaré : «... Nous reconnaissons que nous rencontrons des difficultés. Nous n'avons pas, par exemple, progressé de façon sensible vers l'objectif de trois millions d'adhérents que nous nous étions fixé. Dans certains secteurs, se produit même une érosion... Un certain nombre de travailleurs, même des syndiqués, n'ont pas été d'accord avec certaines de nos prises de position... Dans un débat fondamental sur les conditions d'un réel changement, la CGT ne peut être neutre d'un point de vue de classe, et ne doit pas non plus être dépendante ni de l'un ni de l'autre des partis politiques, ni même du degré

d'entente ou d'union existant entre l'ensemble des partis de gauche...» Déclarations qui vont un peu plus loin que celles de Georges Séguy, lors de son meeting d'ouverture, et qui peuvent un peu surprendre, quand on connaît la convergence profonde qui existait entre les propositions de «gestion démocratique» de la CGT, et le projet politique du PCF. Cela, d'autant plus que le texte d'orientation du Congrès s'évertue à justifier une fois de plus toutes les

prises de position de la direction confédérale pendant la campagne électorale, malgré la publication de nombreuses lettres de syndiqués ou de structures syndicales exprimant leur désaccord avec ces prises de position. A moins que les déclarations de J.L. Moynot n'aillent dans le même sens que la décision prise par Séguy lui-même de faire un peu de place à des gens moins marqués par leur appartenance au PCF, lors du prochain congrès.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

● Le plan «partage»  
de Stoléro

Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat auprès du ministère du Travail et de la participation, vient de mettre au point un nouveau projet de «revalorisation du travail manuel : Partage, autrement dit : «Participation à la revalorisation du travail d'atelier dans la gestion des entreprises», présenté comme le «volet social de la participation». Le thème retenu : les conditions de travail. La méthode : un remodelé de celles déjà en vigueur chez Peugeot ! Avec une «cagnotte remise à la décision des ateliers... Qui dirigera tout ça ? Le chef d'atelier, qui réunira son équipe pour recueillir les suggestions... Le but ? Entre autres, diminuer l'absentéisme, qui «coûte près de 30 milliards aux entreprises : que d'économies réalisées !» dit Stoléro. Un exemple donné par l'auteur du projet : «La façon de donner vaut mieux que ce que l'on donne : peindre un atelier, c'est bien ; le peindre parce que les ouvriers ont demandé qu'on le peigne, c'est mieux ; donner aux travailleurs à la fois le pouvoir d'initiative et les moyens de faire peindre, c'est encore beaucoup mieux». C'est ce que Stoléro appelle l'«expression directe» dans les ateliers...

● Cannes : liquidation  
de la plus grosse  
entreprise du bâtiment

Vendredi dernier, le tribunal de Cannes a prononcé la mise en liquidation des biens de la plus grosse entreprise du bâtiment de la région ; elle emploie environ 900 personnes à Cannes, Montpellier et Toulouse. Elle comportait deux sociétés, la SAP et la CIB. Les activités de l'entreprise pourraient être reprises par une filiale de la SPIE Batignolles (Citra-France), mais il n'est question de reprendre que 216 salariés.



● Visiter le «Salon de l'informatique, de la communication et de l'organisation de bureau», ce n'est pas «rencontrer l'entreprise» comme l'annonçait cette année les organisateurs, mais c'est bien pénétrer un peu l'univers des patrons, de leurs cadres et de leurs gestionnaires. On y trouve aussi bien la gamme complète des cendriers qu'un PDG digne de ce nom se doit de posséder, la pointeuse qui ne rate jamais son homme, que les systèmes informatiques les plus évolués, du géant IBM ou de la petite entreprise française qui achète des composants un peu partout et les assemble à la demande. L'informatique a pris une place prépondérante et cette année, la «mini-informatique» tenait la vedette. Stands représentant un investissement de plusieurs millions de francs, machines «design» invariablement dotées d'opératrices pimpantes et souriantes et de présentateurs agressifs cherchant en

tout visiteur un acheteur éventuel, dirigeants ou cadres de PME tout contents de se payer un petit voyage à Paris et de jouer avec les machines qui symbolisent la réussite, et l'expansion, bref un petit monde clos qui semble complètement étranger aux multiples questions que les simples gens se posent sur l'intégration massive dans les rouages économiques et administratifs de l'informatique, ses conséquences sur l'emploi, les conditions de travail, les libertés, voire même l'organisation de la société. Au SICOB, les vendeurs ne connaissent qu'un slogan : «*Notre machine vous permettra de gagner plus d'argent et vous laissera libre de décider*». Il ne s'agit plus d'impressionner le client par la puissance de travail de la machine, de le rassurer en lui donnant une sorte d'aspect bon enfant. Certains n'hésitent même pas à parler de «*démocratisation*». Pour l'instant, on en est bien loin.

Par Eric BREHAT



Patrons et cadres de PME en goguette venus de toute la France passer quelques jours à Paris pour le SICOB. Prétexte à grasses ripailles, mais aussi désir de se valoriser en accédant à la gestion informatique. Ici, un présentateur de NCR (2<sup>e</sup> groupe mondial) montre des terminaux (+) reliés à une unité centrale.

A la fin du speech : «Nos opératrices sont à votre disposition pour de plus amples opérations. Faites dialoguer votre secrétaire avec l'ordinateur».

## EN PARCOURANT LE SICOB

### Les «plombiers» au chômage ?

«On en dit toujours trop», «méfiez-vous des oreilles indiscrettes»... La Thomson a retrouvé le langage des journaux de 1915 pour présenter son dernier gadget, Astel, installation électronique assurant le secret des conversations téléphoniques. Le principe en est simple : dès le microphone du combiné, le signal électrique est modifié, puis reconstitué par l'appareil du correspondant à condition qu'il soit muni d'Astel. La modification se fait en coupant la gamme des fréquences (qui va de 300 Hz à 3 500 Hz), puis en inversant les deux moitiés. La coupure se renouvelle plusieurs fois par seconde, à un seuil fixé par un programme connu de l'appareil du correspondant dès qu'un numéro de code est transmis. Si l'on se branche sur la ligne, on entend un semblant de voix parlant un jargon parfaitement compréhensible.

Le vendeur, qui connaît sa clientèle, décrit ainsi les cas d'utilisation de son produit : «*Imaginez le PDG qui veut expliquer à son directeur de personnel ses projets de compression de personnel. Il est obligé de se déplacer, sinon il y a toujours une standardiste ou un collaborateur se branchant par inadvertance sur la ligne et l'information ira au syndicat. Ou le financier qui prépare un gros coup à la bourse, ou le banquier qui discute avec un autre banquier...*

Mais alors, les apprentis-plombiers du ministère de l'Intérieur, les dizaines d'employés spécialisés dans les écoutes téléphoniques, au chômage ? «*Je n'en sais rien, répond le vendeur prudent, mais je peux vous dire que le ministère de l'Intérieur est notre plus gros client.*»



Dans ce disque-mémoire, il est possible de stocker jusqu'à 160 millions d'informations élémentaires (bits). D'autre part, à la différence des anciennes mémoires sous forme de bande magnétique, où il fallait faire défiler la bande pour accéder à l'information demandée (mémoire «séquentielle»), la mémoire à disque permet un accès quasi immédiat à l'information, où qu'elle soit située sur le disque. Le gain de temps de cet accès «direct» est considérable.

## L'informatique rapporte gros

On s'en douterait à la largesse en dépliant luxueux dont font preuve les responsables de stands. Les chiffres le confirment : le taux de profit est confortable, dans l'informatique et peut-être plus encore dans la péri-informatique\*. Ainsi, en France, pour l'année 1977, les livraisons globales ont progressé de 25 % par rapport à 1976, passant de 8 830 millions de francs à 11 068. La vente en France a progressé de 26 % et les exportations qui représentent 30 % des livraisons de 22 %.

International Business Machines (IBM) qui dispose d'un quasi-monopole mondial du marché de l'informatique a réalisé en 1977 un chiffre d'affaire de 18 133 millions de dollars et un bénéfice net de 2 179 millions de dollars, ce qui représente près de 15 % du chiffre d'affaire, taux tout à fait remarquable. Burroughs, avec 10,1 % et Hewlett Packard avec 9 % s'assurent également de très importants bénéfices.

Cette situation devrait se prolonger pendant un certain temps, dans la mesure où l'informatique a encore relativement peu pénétré les PME, tout particulièrement en France. Le visiteur moyen du SICOB était d'ailleurs cette année

un patron ou un cadre de PME. Or, les petites entreprises sont très intéressées par la mini-informatique\*, plus abordable, et que les vendeurs s'engagent à adapter aux besoins particuliers. Menacé sur un secteur important car presque vierge de son marché, IBM a répliqué de deux façons. En organisant le dédoublement du trust en grande et petite informatique et en introduisant la concurrence entre les deux, car la frontière des deux domaines n'est pas bien définie. En imposant une nouvelle politique de prix, dite «unbundling» (littéralement débottelage). Elle consiste à facturer séparément le matériel et le logiciel\*, c'est-à-dire son mode d'emploi. Jusqu'à présent, le prix de celui-ci était inclus dans le prix global. Mais au fur et à mesure de la baisse des coûts de production, le prix du logiciel a pris une part prépondérante, d'autant plus que la souplesse des nouveaux matériels permettait une augmentation importante de leur possibilité d'utilisation, à condition de les connaître.

Que les travailleurs des entreprises touchant à l'informatique le sachent : leurs patrons peuvent payer, et bien plus largement qu'ils ne le disent !

### Téléphoner en écrivant

Décrocher son téléphone, faire un dessin, un croquis ou une lettre tout en discutant, et transmettre tout cela au correspondant, cela ne relève pas de l'imagination des romanciers de science-fiction. Un appareil proposé par TRT, le scribophone, permet en effet la transmission simultanée par ligne téléphonique de la parole et d'une information graphique. A côté du combiné, une tablette où l'on écrit son message. Au dessus, un petit écran qui fournit l'image de ce qu'écrit le correspondant. La transmission du message écrit se fait par un micro-ordinateur\* qui transforme les lignes en signal électrique et en assure la transmission sur une petite partie de la gamme de fréquences autorisée par les PTT. Ça marche, et ça devrait coûter sous peu moins de 3 000 F, selon le vendeur.

Une autre société (Geveke) commercialise un véritable terminal\* portatif, sous la forme d'une machine à écrire/imprimante qui permet d'entrer en contact avec un réseau informatique par téléphone. Il suffit de poser le combiné sur un appareil codeur/décodéur pour que la liaison se fasse. Le tout tient dans une petite valise.

### Lexique

● **Informatique, télématique, mini (ou micro) informatique :** Le terme d'informatique désigne de façon générale tout ce qui a un rapport avec le traitement automatique de données. Cela va donc des calculs scientifiques à l'établissement de fiches de payes en passant par la localisation d'un individu à partir de renseignements. Les données prennent une importance considérable et leur rassemblement, dans des «banques de données» s'est séparé de leur traitement. La liaison entre unités de traitement et banques de données, ou entre unités centrales et terminaux\* se fait par télécommunications, souvent par le réseau téléphonique. L'informatique, qui s'était déjà attaquée à la gestion des télécommunications, a donc dû le faire pour ses propres besoins. L'interpénétration entre la transmission des informations et leur traitement a donné lieu à un mot nouveau, «télématique», fusion des «télécommunications» et de l'«informatique».

La mini-informatique est une conséquence directe de l'évolution de l'électronique. La technologie actuelle des circuits intégrés permet de disposer sur une plaque carrée de 5 mm de côté ce qui aurait encombré un appartement il y a vingt ans. Certains constructeurs proposent des circuits capables d'effectuer une quantité considérable d'opérations logiques. Il est possible de bâtir un ordinateur à partir d'un tel «micro-processeur» en lui adjoignant des organes d'entrée/sortie. C'est un «mini-ordinateur».

● **La péri-informatique** concerne toutes les fournitures qui accompagnent les machines et facilitent leur utilisation. Ces fournitures, elles-mêmes informatisées, sont appelées «périphériques».

● **Logiciel :** Un utilisateur d'ordinateur attend de la machine qu'elle résolve divers types de problèmes, en lui fournissant les données nécessaires. La méthode de résolution du problème est connue dans son principe, et enregistrée dans la machine sous

forme d'un «programme», c'est-à-dire une suite d'instructions. La méthode de résolution et la façon de fournir les données constituent les logiciels. Il s'agit d'un domaine plus complexe qu'il n'y paraît, car la machine peut l'assumer en grande partie (en programmant son programme de travail). Il y a donc liaison étroite entre la conception des machines (ou des réseaux de machines) et leur programmation. Cela forme le «logiciel».

● **Terminal :** désigne les appareils qui font la liaison entre les opératrices et la machine. Dans les systèmes les plus évolués, l'opérateur est l'utilisateur lui-même, dans la mesure où la machine peut comprendre un langage simple à apprendre. Le terminal sert souvent à la fois d'entrée et de sortie, et il va de l'écran visualisateur au simple combiné téléphonique, en passant par la table à dessin programmé, l'imprimante ultra-rapide...

\* Voir lexique



## Nicaragua: sous la pression américaine, Somoza consent à une amnistie

Somoza, sous la pression de l'envoyé du gouvernement américain William Jordan, a accepté mercredi de satisfaire partiellement aux conditions émises par l'opposition pour entamer des négociations avec le gouvernement. C'est ainsi que Somoza a annoncé la libération des personnes arrêtées dans la dernière période «à l'exception de ceux qui se sont rendus coupables de crimes contre l'ordre public, d'attaques contre les garnisons de la garde nationale, de terrorisme ou de meurtre». Autant dire que cette amnistie exclut d'avance le Front sandiniste et les éléments du peuple qui luttent depuis plusieurs semaines côte à côte, les armes à la main. Seuls six membres du Front élargi d'opposition ont été libérés mercredi. En ce qui concerne la deuxième exigence du front élargi d'opposition,

c'est-à-dire la levée de l'état de siège, Somoza a annoncé qu'il serait levé le 12 octobre. Le communiqué du gouvernement ne se prononce pas sur la levée de la censure également réclamée par l'opposition. M. Chamorro, le dirigeant du Front élargi d'opposition n'a toujours pas reçu confirmation des négociations. Il a déclaré que 6 des membres de la coalition d'opposition ont été arrêtés sur 52 membres, la plupart sont dans la clandestinité. M. Chamorro a d'autre part déclaré que les concessions ont été faites par Somoza «parce que les USA lui tordent le bras». La pression américaine qui s'est ajoutée à l'offensive populaire dirigée par les sandinistes a fait céder Somoza partiellement, mais ceux qui luttent depuis plusieurs semaines, ne se contenteront pas de réformes, Somoza doit partir.

## URSS : grève de la faim dans un camp de travail

Le comité pour les droits de l'homme a fait savoir qu'une grève de la faim d'une semaine a été observée par 4 prisonniers politiques du camp «à régime spécial» N° 19 de Sosnovka, au début du mois de septembre. Les quatre dissidents protestent contre l'absence de soins médicaux, la suppression du courrier et les sévices subis par les prisonniers qui se plaignent des violations du règlement du camp par les autorités.

## Indépendance des Iles Tuvalu

C'est dans l'atoll de Funafuti qu'ont eu lieu les cérémonies d'indépendance des Iles Tuvalu, archipel de 10 000 habitants situé au milieu de l'océan Pacifique. Les Tuvalu, ancienne colonie britannique sont membres du Commonwealth, la Grande-Bretagne est prête à leur consentir une aide financière en vue d'exploiter les richesses marines de ces îles dont les eaux territoriales recouvrent 1,3 millions de km<sup>2</sup>.

## Grande-Bretagne : les grèves s'étendent

Alors que les 57 000 ouvriers de chez Ford entament leur 2<sup>e</sup> semaine de grève, 26 000 ouvriers de chez Vauxhall viennent de rejeter à leur tour les propositions salariales de la direction qui ne dépassent pas les 5 % d'augmentation imposés par le gouvernement travailliste au nom du «contrat social». Le syndicat des transports qui rejette la barre des 5 % demande l'ouverture de négociations. Par solidarité avec les grévistes de Ford, les dockers de Londres et de Liverpool refusent de décharger les marchandises destinées aux usines Ford. D'autre part les 4 000 ouvriers de la firme «British Oxygen» menacent de se mettre en grève si leur direction ne leur offre pas plus que les conditions proposées aux ouvriers de Ford. Le congrès des travaillistes qui s'ouvre à Blackpool devra tenir compte de ce refus du plan d'austérité sous peine de perdre les prochaines élections générales. Il semble qu'après avoir subi pendant 3 ans le «contrat social» les ouvriers britanniques rejettent la politique d'austérité imposée par les travaillistes du pouvoir.

## IRAN :

# SUCCEES SANS PRÉCÉDENT DE LA GREVE GÉNÉRALE

## • Les mesures contre Khomeiny sont levées

• La grève générale qui s'est déroulée dimanche 1<sup>er</sup> octobre dans tout l'Iran a été suivie massivement, encore plus largement que la précédente, celle du jeudi 8 septembre, qui devait précéder le «vendredi noir» de Téhéran.

A Téhéran, dans l'ensemble de la ville depuis l'avenue Shah Reza (artère principale du centre de Téhéran) jusqu'au sud, toutes les activités économiques ont cessé.

Dans le quartier résidentiel du Nord de Téhéran, quelques rares magasins étaient ouverts. Pour la première fois, des sociétés d'Etat ont fait la grève parmi lesquelles les employés de la banque Melli et ceux de la banque Centrale. A la sortie des sièges de ces deux banques, les employés ont commencé à former des cortèges. C'est alors que la police est intervenue et a tiré en l'air faisant plusieurs blessés. A la Société des Transmissions publiques qui s'occupe des télécommunications, les employés en grève, tout en soutenant l'objectif principal de la grève c'est-à-dire la protestation contre les mesures d'assignation à résidence prises par les autorités irakiennes contre Khomeiny, proposaient également leurs propres revendications, sur l'emploi, l'amélioration des conditions de travail, en réclamant l'expulsion des conseillers étrangers qui leur imposent des conditions de travail indignes. La grève qui a coïncidé

avec la rentrée scolaire a été suivie par tous les lycées.

Devant deux lycées situés dans le quartier Est de la ville, les lycéens ont commencé à constituer des cortèges, la police est intervenue en tirant en l'air et plusieurs lycéens ont été blessés par balles. Les halles des fruits et légumes ainsi que le bazar de Téhéran étaient totalement fermés.

Dans toutes les villes de province, la grève a été massivement suivie, elle était totale à Tabriz, Oorn, Masshad et à Qazvin. A Abadan 30 000 ouvriers du pétrole sont en grève depuis 17 jours, il y a 10 jours le gouverneur militaire a obligé les ouvriers à être présents sur leur lieu de travail, depuis ils refusent toujours de travailler et font la grève sur le tas. La grève d'Abadan s'était déclenchée contre des mesures de licenciements prises contre les ouvriers qui avaient tenté de déclencher une grève de protes-

tation à la suite de l'incendie du cinéma d'Abadan.

Des grèves de plus en plus nombreuses éclatent dans tout le pays pour soutenir le mouvement populaire ; aux motifs politiques viennent s'ajouter les revendications spécifiques des ouvriers. Samedi et dimanche, la grève était totale dans la raffinerie d'Abadan. Au Nord du pays à Masshad, un des chefs de la police, le colonel Zamani a été tué dimanche matin. Ce colonel tristement célèbre avait abattu froidement 12 personnes le lendemain du «vendredi noir» à Masshad.

Depuis dimanche matin, les mesures prises à l'encontre de Khomeiny en Irak ont été levées. Les forces de police empêchaient tout contact avec l'extérieur ce qui signifiait pratiquement une assignation à résidence pour l'Ayatollah. Le comité pour la Défense et la Promotion des Droits de l'Homme en Iran «tient à attirer l'opinion publique sur le fait que la levée des mesures à l'encontre de Khomeiny, est une victoire consécutive à la grève, mais que cette décision peut être remise en cause par la suite, c'est pourquoi nous demandons des garanties

officielles de la part des autorités irakiennes et iraniennes pour que la liberté et les droits de l'Ayatollah Khomeiny soient respectés». D'autre part, le gouvernement iranien vient d'annoncer qu'il autorisait tous les opposants qui se trouvent à l'étranger quelle que soit l'organisation à laquelle ils appartiennent à rentrer en Iran, à condition «qu'ils respectent la constitution et l'intégrité du territoire iranien». L'ambiguïté quant à l'interprétation faite par les autorités iraniennes laisse sceptique sur la réalité d'une telle amnistie.

Le succès de la grève générale montre bien que, malgré le «vendredi noir» et la répression sanglante, malgré les propos révoltants tenus par certains membres du gouvernement iranien qui ont déclaré que «le tremblement va enterrer la protestation et la contestation», le mouvement populaire continue, et ce ne sont pas les minces réformes du Shah qui vient d'exempter 300 000 jeunes du service militaire ou les facilités faites aux étudiants pour aller étudier à l'étranger qui briseront la détermination du peuple iranien d'en finir avec ce régime haï par tous.

Franck ROUSSEL

## TUNISIE : PARODIE DE JUSTICE POUR HABIB ACHOUR ET SES CAMARADES

C'est dans un bâtiment en état de siège, cerné par d'importantes forces de la police et de l'armée qui chargèrent les familles des accusés pour les empêcher de rentrer dans le tribunal, que la Cour de Sureté de l'Etat s'est réunie pour juger les syndicalistes. Le Président de la cour n'avait appelé que 4 accusés à comparaître sur les 40 qui sont jugés ce qui déclencha de vives protestations de la part des avocats.

Auparavant la police tunisienne avait arrêté Marcel Caille, représentant la CGT et Michel Roland délégué par la CFDT, ils furent tous les deux reconduits immédiatement à l'aéroport. Mais les tentatives de la démocratie n'allaient pas s'arrêter là : lors de la première séance du procès le président du tribunal devait aussi exclure 58 avocats sur les 76 qui comptait la défense, et décider ar-

bitrairement d'en garder 18 commis d'office. La défense ainsi amputée a protesté contre les atteintes faites à ses droits et a demandé le renvoi du procès afin de prendre connaissance des dossiers qui nécessitent 72 heures de lecture. Certains avocats devant le refus du renvoi ont décidé de ne pas plaider se considérant dans l'incapacité de remplir leur mission. 15 inculpés sur les 18 interrogés vendredi ont refusé de répon-

dre au président et ont refusé les avocats commis d'office. Les 3 autres ont protesté de leur innocence et ils ont réclamé de ne parler qu'en présence de l'avocat de leur choix. D'autre part, 15 personnes ont été arrêtées jeudi devant le tribunal la plupart d'entre elles sont des membres des familles des syndicalistes. Douze ont comparu en flagrants délits pour «attroupement sur la voie publique». Contraire-

ment aux procès précédents où on n'avait pas pu empêcher les syndicalistes de s'exprimer sur les tortures qu'ils avaient subies et sur les raisons politiques des événements du 26 janvier, comme lors du procès de Soussa en juillet derniers, cette fois-ci le pouvoir semble bien décidé à en finir rapidement avec le procès de Tunis. Excluant tour à tour les observateurs étrangers, interdisant aux familles des syndicalistes d'assister au procès et violant les droits élémentaires de la défense, le régime sanglant de Bourguiba veut liquider le procès de la direction de l'UGTT. C'est compter sans la résistance des syndicalistes qui depuis des mois subissent la torture mais ne s'avouent pas vaincus et sans l'immense majorité du peuple tunisien qui les soutient.

F.R.



## Liban

# QUI A INTÉRÊT A LA GUERRE ?

● Les combats ont repris à nouveau à Beyrouth. Dans la nuit de dimanche à lundi, des milliers d'obus sont tombés sur les quartiers Est de la ville. Les commandants des unités fascistes libanaises faisaient savoir qu'ils auraient reçu l'ordre de «ne plus se tenir sur la défensive», mais de «passer à l'offensive.»

Une fois de plus, les combats qui se déroulent au Liban, cette fois-ci entre la Force Arabe de Dissuasion (essentiellement composée de l'armée syrienne) et les milices réactionnaires, sont le reflet des contradictions complexes qui agitent la région.

Quel intérêt, quel désavantage, les uns et les autres peuvent-ils trouver à la récente reprise des combats ? Côté «Front libanais» (c'est-à-dire milices de droite), il faut d'abord tenir compte des liens que celui-ci entretient avec les États-Unis et avec Israël. Une relance de la guerre au Liban peut embarrasser le régime syrien dans la période : celui-ci se trouve en effet engagé dans de délicates négociations avec les différents régimes arabes opposés aux accords de Camp David. Le gouvernement de Damas aurait bien besoin, dans cette phase, d'avoir les mains libres.

qui se passait depuis des mois, les milices réactionnaires n'ont pas seulement échangé des coups de feu avec l'armée syrienne : elles ont également bombardé un quartier de Beyrouth-Ouest et, plus précisément, un camp palestinien. Ce pourrait être une tentative pour impliquer dans les combats en cours, la Résistance Palestinienne et ses alliés du «Mouvement National Libanais». Or, celle-ci en faisant face, au mois de mars dernier, à l'agression israélienne, a reconquis auprès des masses libanaises le capital politique qu'elle avait perdu en partie au cours des années de la guerre civile libanaise où elle s'était trouvée entraînée : la compromettre à nouveau dans un conflit du même type permettrait de l'affaiblir. Ce qui faciliterait d'autant l'application des accords égypto-israéliens.

mandat de la FAD vient à terme le 26 octobre, et les milices chrétiennes souhaitent qu'il ne soit pas reconduit : depuis plusieurs mois, l'armée syrienne fait en effet écran entre elles et la Résistance et le Mouvement National Libanais. Situation qui interdit aux réactionnaires de combattre ceux qu'ils considèrent comme leur ennemi principal. Enfin, le président de la République libanaise, Sarkis, élu avec le soutien de la Syrie, gêne l'action de ces milices, qui souhaiteraient le voir démissionner ou, à tout le moins, prendre position assez nettement en leur faveur. Les combats en cours permettent aussi — espèrent-elles — de le mettre «au pied du mur».

## LES INTÉRÊTS CONTRADICTOIRES DE LA SYRIE

Du côté syrien, la balance des intérêts contradictoires est plus complexe : certes, d'une part, le régime syrien ne veut pas aujourd'hui être trop dérangé par les événements libanais. Mais, d'un autre côté, l'occasion pourrait être assez bonne pour lui d'assurer un peu plus sa présence dans le pays. Mise à part l'Égypte, provisoirement à l'écart du jeu inter-arabe, l'ensemble des pays opposés aux accords de Camp David (c'est-à-dire la

quasi-totalité des régimes arabes) aurait des difficultés, dans les circonstances actuelles, à s'opposer à une action militaire vigoureuse que Damas entreprendrait pour réduire la force des milices réactionnaires.

## L'OLP CONTRE CARTER

Quant à la Résistance Palestinienne, elle s'est jusqu'ici prudemment tenue hors de la confrontation militaire qui se déroule à Beyrouth. Aussi longtemps que les Syriens feront obstacle sur ce front aux entreprises de la droite libanaise, l'OLP pourra se concentrer sur le Sud. Certes, là aussi, les milices phalangistes lui font face. Mais dans des conditions telles qu'elles ne peuvent faire figure d'autre chose que d'auxiliaires directs de l'armée sioniste. Ce qui ramène la Résistance à son objectif fondamental.

Dans ces conditions, la proposition de Carter, de réunir autour de la même table les «parties au conflit», qui comprendraient aussi bien Israël que la Syrie, les États-Unis, la France, les différentes factions libanaises, etc. apparaît plus comme une opération de propagande que comme une manœuvre sérieuse : l'OLP l'a immédiatement rejetée.

## TENTATIVES POUR IMPLIQUER L'OLP

De plus, on a remarqué que, contrairement à ce

## DEUX ENJEUX PROPONENT LIBANAIS

Enfin, il reste deux questions propres à la situation libanaise elle-même : le

## Kampuchéa

# MEETING DES PATRIOTES A PARIS

Samedi et dimanche, à Paris, le Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France a organisé un meeting à l'occasion du 18<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du Parti communiste du Kampuchéa. Une exposition était organisée retraçant la victoire du peuple du Kampuchéa contre l'impérialisme américain et les tâches de l'édification du pays entreprises à la suite de la libération ainsi que la volonté de défense du pays contre les agressions étrangères.

Au cours du meeting qui a ouvert les deux journées commémoratives le président du Comité des Patriotes du Kampuchéa Démocratique en France a notamment déclaré : «De 1970 où a eu lieu le coup d'Etat perpétré par la clique traîtresse Lon Nol à l'instigation des impérialistes américains, jusqu'à 1975, le glorieux Parti communiste du Kampuchéa a pris soin de rassembler les forces de la nation et du peuple dans une grande et large union fondée sur l'alliance solide

des ouvriers et des paysans pour mener la guerre de libération nationale et de libération de classe, suivant la ligne d'indépendance, de souveraineté et de compter sur ses propres forces».

A propos de la situation actuelle il devait souligner : «L'héroïque peuple et la vaillante armée révolutionnaire du Kampuchéa portant haut levé le drapeau de l'indépendance nationale, de l'honneur et de la dignité nationale et luttant pour supporter les difficultés en comptant sur leurs propres forces ont successivement mis en pièce les actes d'ingérence et de subversion de même que les complots de coups d'Etat et brisé les attaques d'agression et d'invasion de grande envergure des Vietnamiens (...) et de leur maître la grande puissance expansionniste...»

«Notre peuple tout entier est convaincu que nous pouvons faire face aux calamités naturelles et aux agressions étrangères, en particulier contre l'agression du Vietnam... et

grâce au nouveau régime socialiste et collectiviste le mouvement de masse se développe et se mobilise rapidement dans une ambiance enthousiaste et de combativité, de dynamisme et d'optimisme révolutionnaire». Pour les patriotes cambodgiens présents en grand nombre ces journées devaient permettre de faire comprendre au public plus complètement que l'agression contre laquelle le Kampuchéa démocratique lutte actuellement est un des aspects des tentatives soviétiques pour se tailler un empire mondial et pour le Kampuchéa une lutte pour sa propre survie.

Au cours de ces journées plusieurs films retraçant différents aspects de la lutte du peuple du Kampuchéa démocratique furent projetés : «Peuple héroïque, Kampuchéa démocratique» et «La véritable nature de l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa démocratique».

G. CARRAT

## Jacques Jurquet rencontre Teng Ying-tchao

Une dépêche de l'Agence Chine Nouvelle annonce que le 21 septembre, Teng Ying-tchao, vice-présidente du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine, a rencontré la délégation du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste, conduite par son secrétaire général le camarade Jacques Jurquet.

Cette délégation s'était auparavant rendue au Cambodge où elle avait rencontré Pol Pot, secrétaire général du PCK.

## Afrique du Sud : Vorster élu président à vie

C'est par un parlement uniquement composé de blancs, que Vorster ex-premier ministre vient d'être élu président à vie. Son successeur au poste de premier ministre Pieter Botha n'a rien à lui envier, il sera un fidèle continuateur de la politique raciste qui domine l'Afrique du Sud depuis 30 ans.

Le nouveau premier ministre s'oppose farouchement à la résolution sur la Namibie votée vendredi par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ce plan proposé par le secrétaire général de l'ONU et qui vise au retrait de l'administration d'Afrique du Sud de la Namibie a décidé la création d'un groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition. Tenant compte de la demande de la SWAPO, reconnue comme seul représentant du peuple namibien, par l'ONU, les Nations-Unies rejettent le projet de l'Afrique du Sud qui prévoit d'avancer la date des élections au 31 décembre prochain et prévoit que les élections aient lieu, dans un délai de sept mois après l'arrivée des forces de l'ONU.

## Italie : un sympathisant du PCI assassiné

Alors qu'il lisait l'*Unità* affichée devant le siège d'une section du PCI de Rome, un sympathisant du PCI a été assassiné de plusieurs balles de pistolet, plusieurs autres personnes étaient blessées par balles. Cet attentat confirme la recrudescence des attaques des commandos fascistes. A Rome plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre l'assassinat, alors qu'il y a tout juste un an mourrait Walter Rossi militant de Lotta Continua assassiné par la police.

## Yougoslavie : Tito annule sa visite en URSS

Le Maréchal Tito a annulé la visite qu'il devait effectuer en URSS avant la fin de l'année ainsi que les échanges au plus haut niveau qui devaient avoir lieu entre les deux pays. Cette décision fait suite aux violentes critiques que les Soviétiques avaient adressées à la Yougoslavie après la visite du Président Hua Kuo-feng à Belgrade en août dernier.

## Zimbabwe : la Grande-Bretagne et les USA préparent l'après Smith

Londres et Washington se préparent à convoquer une conférence élargie en vue d'un règlement au Zimbabwe, à laquelle participeraient Smith chef de gouvernement raciste, le fantôme Muzorewa et auxquels ils voudraient associer les dirigeants du Front patriotique Robert Mugabe (secrétaire général de la ZANU) et Joshua Nkomo (président de la ZAPU). Cette manœuvre de l'impérialisme américain et de l'impérialisme britannique pour sauvegarder leurs intérêts ne tient pas compte de la détermination du peuple du Zimbabwe qui lutte les armes à la main pour sa liberté et son indépendance.

## Afghanistan : affrontement entre les tendances au pouvoir

Cinq mois après le coup d'Etat qui devait porter une junte militaire pro-soviétique au pouvoir en Afghanistan, le président de la République fera juger le général Abdul Kadir auteur du putsch qui l'avait porté au pouvoir ainsi que plusieurs ministres qui avaient été démis de leurs fonctions en août dernier sous l'accusation d'avoir fomenté un complot.



# Après les accords de Camp David LES DEUX MENACES CONTRE LES PEUPLES ARABES .2.

## LE REcul DE L'URSS NE SERA-T-IL QUE PROVISOIRE ?

● A la veille de la guerre d'Octobre 1973, l'URSS disposait d'importantes positions au Moyen-Orient, acquises à la faveur de massives livraisons d'armes et de sa pénétration économique dans les pays arabes.

Dès 1972, cependant, l'Égypte avait renvoyé les conseillers soviétiques en représailles contre les prétentions de l'URSS à contrôler la politique égyptienne et l'utilisation des armements qu'elle lui fournissait.

La guerre d'Octobre devait profondément bouleverser les données de la situation au Proche-Orient. Au lendemain de la guerre d'Octobre, la recherche d'un règlement est à l'ordre du jour, les régimes arabes y recherchent un répit. Les accords dans le Sinaï et sur le Golan en janvier et mai 1974 attestent de cette tendance. Ces circonstances sont favorables à un renforcement des positions américaines car seuls les États-Unis paraissent en mesure d'obtenir d'Israël les concessions nécessaires pour parvenir à un règlement.

Un second facteur de l'affaiblissement de la position soviétique va être la dénonciation par l'Égypte du traité «d'amitié et de coopération», aboutissement de tensions de plus en plus grandes entre l'Égypte et l'URSS au fur et à mesure que les exigences soviétiques devenaient plus pressantes. Le souci de se dégager de l'emprise soviétique touchait d'ailleurs tous les pays arabes à des degrés divers. Ceux-ci cherchaient à diversifier leurs sources d'armement, notamment en s'adressant aux pays européens. Ce processus n'a cessé de se confirmer. Au début de l'année 1978, l'Irak commençait à prendre ouvertement ses distances à l'égard de l'URSS. En plus de la question palestinienne, l'attitude de l'URSS à l'égard de l'Érythrée, où elle soutient la guerre que mène le gouvernement éthiopien, avec la collaboration active d'Israël, contre un peuple en lutte pour son indépendance, manifeste son souci d'étendre son influence dans la région, au détriment des peuples arabes dont elle se prétend l'amie.

Enfin, le poids de l'Arabie Saoudite a contribué à réduire les possibilités soviétiques de s'imposer. Elle

consent de très gros prêts aux pays du champ de bataille, Syrie, Jordanie, Égypte, ce qui contribue à lui conférer un important poids politique notamment pour ce qui touche à l'État d'Israël. En ce qui concerne la Syrie, c'est notamment elle qui finance la Force de Dissuasion Arabe, 30 000 soldats syriens, au Liban ; elle offre au régime syrien une assise financière qui lui permet de maintenir son effort d'armement. A l'égard de la Jordanie, l'URSS a envisagé en 1975 de fournir des armes que lui refusaient les États-Unis, mais ce marché ne put avoir lieu : l'Arabie Saoudite ne voulait pas le financer.

### CONFÉRENCE DE GENEVE ET POLITIQUE AMÉRICAINNE

Cette évolution marquée par les avancées et les reculs du social-impérialisme dans la région a dominé les tractations qui se sont poursuivies pendant les 5 dernières années écoulées en vue d'un règlement. Réunie en décembre 1973, la conférence de Genève sur le Moyen-Orient était censée définir le cadre dans lequel ce règlement pouvait s'opérer. Les deux superpuissances qui en partageaient la co-présidence devaient patronner une solution garantissant l'existence de l'État d'Israël et assurant en retour qu'il réduise les menaces qu'il fait peser de manière constante sur les pays arabes voisins. Les peuples arabes — et en premier lieu le peuple palestinien — s'opposèrent à un tel règlement légitimant la colonisation sioniste. La Syrie refusa de participer à la première séance de la conférence qui, dès lors, ne pouvait aboutir.

Pour les États-Unis, la tenue d'une telle conférence était le moyen, tout en obtenant de solides garanties pour le maintien de l'État d'Israël, d'obtenir une stabilité relative dans la région et de rétablir des liens avec les pays arabes. Inclure l'URSS dans une telle négociation, c'était obtenir d'elle des engagements qui, pour relatifs qu'ils soient, pourraient permettre d'établir un statu-quo entre les deux superpuissances dans la région. Plus faible serait la position soviétique dans ce cadre, mieux cela serait pour les États-Unis. C'est pourquoi, sans jamais écarter la conférence de Genève, ceux-ci déployè-

rent leur propre diplomatie en dehors de l'URSS, exploitant ses reculs pour contrôler eux-mêmes en leur faveur, le processus de règlement ; cette politique sera marquée par la signature de l'accord intérimaire de septembre 1975, entre l'Égypte et Israël et par la signature des «accords» de Camp David en septembre 1978.

Pour contrecarrer l'avantage pris par les États-Unis dans le processus de règlement, l'URSS s'est attachée à réclamer la reprise des conversations de Genève comme seul cadre pour un règlement. C'était pour elle d'une part la garantie d'être associée à un règlement, d'autre part la possibilité d'obtenir ainsi que lui soit reconnu, à la fois par les USA et les

pays arabes, un droit de regard dans la région, qu'elle voulait le plus étendu possible.

Quelques jours avant que Sadate annonçât sa décision de se rendre à Jérusalem dans le cours de leurs tractations pour le renouvellement des accords SALT, les États-Unis et l'URSS publièrent une déclaration conjointe par laquelle ils annonçaient leur intention de convoquer la conférence de Genève, «au plus tard en décembre 1977». Les conditions prévues pour un règlement étaient définies ainsi : «Un règlement global», «l'établissement de zones démilitarisées», le «stationnement de troupes ou d'observateurs de l'ONU» ainsi que des garanties internationales. «L'URSS et les États-Unis sont prêts à participer à ces garanties» ajoutait la déclaration.

Il n'y était fait mention ni de la représentativité de l'OLP, ni d'un retrait complet d'Israël des territoires qu'il avait occupés en 1967. Dans ce marchandage, l'URSS se faisait reconnaître par les États-Unis une zone d'influence, en s'engageant de concert avec eux à s'opposer aux aspirations des peuples arabes et d'abord du peuple palestinien. Malgré les

revers subis, l'URSS cherche toujours à s'accrocher à la région, à s'y imposer à la fois sous le couvert d'un soutien à la cause arabe et par des marchandages directs avec les États-Unis, au détriment de cette cause.

### REculS SOVIÉTIQUES ET TENTATIVES DE RETOUR EN FORCE

Certains régimes arabes, bien que méfiants à l'égard de l'URSS, cherchent, en s'adressant à elles, à contre-balancer le poids que la diplomatie américaine prend dans le règlement. Ainsi, déjà, la Syrie en 1974 refusait de signer un accord de désengagement sur le Golan uniquement avec la «garantie» américaine, comme l'avait accepté l'Égypte. Début 1978, à l'issue d'une vaste tournée dans les pays arabes pour y expliquer les positions du «Front de la Fermeté», Boumediène se rendit en URSS, qui appuya le regroupement opéré contre l'initiative de Sadate. Cette attitude, dans le contexte qui prévaut au Proche-Orient, peut permettre à l'URSS de compenser la méfiance engendrée par sa politique d'ensemble au Moyen-Orient.

D'autant plus que, si elle a perdu du terrain, elle

reste le principal fournisseur d'armes potentiel, susceptible de répondre aux souhaits exprimés par les pays du sommet de la fermeté, de renforcer leurs moyens militaires face à la menace que fait peser Israël. Ainsi, depuis février 1978, d'importantes livraisons d'armes soviétiques à la Syrie ont eu lieu. Ainsi l'URSS dispose d'un certain nombre de moyens pour — à la faveur de l'hostilité arabe aux accords de Camp David — essayer de revenir en force, disputer aux États-Unis les positions qu'ils ont acquises depuis la guerre d'Octobre 1973 : moyens diplomatiques, armement, positions économiques importantes, emprise renforcée sur le Sud-Yémen à la faveur d'un coup d'État, relations plus étroites avec la Libye à laquelle des quantités énormes d'armement ont été livrées en 1977-1978. La dénonciation violente, par Brejnev lui-même, des accords de Camp David est destinée à raviver l'image de l'URSS, bien ternie aujourd'hui, l'«amie des peuples arabes», grâce à laquelle le Kremlin compte pouvoir faire jouer ces divers facteurs en sa faveur.

Grégoire CARRAT  
FIN

## ISRAËL S'EST INSTALLÉE POUR RESTER

### — 2 — Cisjordanie : les villes de développement

L'accord de Camp David entre Bégin et Sadate traite de la Cisjordanie, et de Gaza, territoires palestiniens occupés en 1967. Une soi-disant autonomie serait accordée à ces territoires, avec la présence de l'armée sioniste. Mais les diverses affaires qui se sont déroulées ces derniers temps montrent que les sionistes ne veulent même pas de cette soi-disant autonomie : tout vise au rattachement des terres palestiniennes de 1967 à celles occupées en 1948, dans le but que déclarait tout haut Bégin lorsqu'il est arrivé au pouvoir : toutes ces terres font parti du grand Israël. Comme pour les terres occupées en 1948, il s'agit de les peupler en majorité de juifs pour englober la population arabe. Projet qui n'a toujours pas réussi en Galilée et dans le Triangle, mais les sionistes sont pressés de l'appliquer en Cisjordanie, actuellement. Le but de cette opération est d'empêcher une quelconque transaction sur ces territoires, comme Ben Gourion le déclarait au sujet de la Galilée après la création de l'État sioniste ; il faut la peupler de juifs sinon les pays arabes risquent de considérer cette terre comme la leur.

Parmi les plans proposés

il y a les projets de «villes de développement» qui rappellent le plan appliqué à Nazareth, en Galilée. Aujourd'hui, Naplouse, Ramallah, El Khalil et Jérusalem, sont les cibles de ces plans : les trois premières villes citées sont habitées en majorité par les Palestiniens. Il s'agit de créer plusieurs colonies importantes autour de ces villes, en expropriant les villages environnants : comme pour Nazareth, le plan vise à changer la démographie des lieux. Pour Jérusalem, le processus est déclenché depuis longtemps, il se poursuit malgré la Résistance des Palestiniens. Nous y reviendrons.

Quelques exemples récents illustrent la volonté des dirigeants sionistes :

Au cours de l'été, le ministre de la Guerre, Weizmann, se rend à la colonie de Kiriat Arba, près de la ville d'Al Khalil. Il promet aux colons de transformer leur colonie en une ville, précisant que le gouvernement est d'accord sur ce projet. Une discussion s'engage entre le ministre et les colons sur «la gravité de la situation causée par la construction d'immeubles par les arabes autour de la colonie, qui vise à englober celle-ci et

l'empêcher de se développer».

Le journal sioniste *Haretz* a dévoilé un plan d'installation d'une ville de colons entre Bethléem et Al Kahlil.

5 000 dunums ont été expropriés dernièrement des villages de Barka et Deir Charaf proches de Naplouse, en vue de leur colonisation.

Une étude réalisée sur la colonisation dans la région de Ramallah montre que les colonies se sont installées en majorité depuis 1975 : Alon Moriyeh (1975) Farim (1977), Nahal Malki Choua (1976), Haress (1978), Silat el Zaher (1978), Sano Dotan (1977), Karf Sour (1978), Chamroun (1977).

Toutes ne sont pas le fait de Goush Emonim, réputé «dur» en matière de colonisation. Il en possède 3 ; les autres colonies sont réparties entre les divers mouvements sionistes, et même l'armée et la police.

Pour les sionistes, en intensifiant leur colonisation, il s'agit de concurrencer la population palestinienne dans ses terres. De nouveau, les dirigeants sionistes s'inquiètent de l'augmentation de la popu-

lation arabe et un des membres du comité de l'immigration proposait récemment à la Knesseth le moyen de résoudre le problème : «Chaque fois qu'on signe un accord de paix avec un pays arabe voisin, nous devons proposer la liberté d'émigration vers ce pays à qui le désire». Sadate verra-t-il son État participer à l'expropriation des Palestiniens et à leur nouvel exode ?

Le but des «villes de développement» est d'asphyxier l'économie arabe qui résiste malgré tout et qui permet à la population de rester dans ses terres. La création d'usines modernes, de grandes fermes concurrence les petites entreprises palestiniennes. D'autre part, même si la main d'œuvre reste arabe, celle-ci ne peut habiter près de son lieu de travail, mais sera obligée de venir de loin pour y travailler, étant donné que les «villes de développement» sont conçues pour l'habitat des juifs.

En liaison avec les «villes de développement» c'est la présence militaire renforcée qui est là, pour «protéger» les villes des colons.

Yomna EL KHALIL



## PROGRAMME TÉLÉ Lundi 2 octobre

### TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Hommage à Jean Cocteau. Les parents terribles. Film de J. Cocteau (1948). Avec Jean Marais et Yvonne de Bray. Comédie de mœurs. Le film reste un témoignage de l'intelligence qu'avait Cocteau du mode d'expression cinématographique.  
22 h 10 - La voix humaine Jean Cocteau-Édith Piaf.  
23 h 05 - Journal et fin

### A2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Ciné music : Lalo Schiffrin  
21 h 35 - Question de temps : Louise, le bébé éprouvette  
22 h 35 - L'Europe. Europe de l'Est et Europe de l'Ouest. La défense de l'Europe. A partir du livre de J. Huntziger, «Europes».  
23 h 05 - Journal et fin

### FR 3

18 h 55 - Tribune libre. «Le système technicien», livre de J. Ellul.  
19 h 10 - Informations  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Le dernier des géants. Western de Don Siegel (1976). Avec John Wayne et Lauren Bacall.  
22 h 20 - Journal et fin

## Mardi 3 octobre

### TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Il était une fois Walt Disney.  
21 h 25 - L'aventure des pôles. Emission de P.-E. Victor.  
22 h 15 - Jazz à Juan.  
22 h 40 - Journal et fin

### A2

18 h 35 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Les dossiers de l'écran : Charly. Film de Ralph Nelson (1968). Avec Cliff Robertson. Dramatique. Débat : Un univers encore inconnu, le cerveau.  
23 h 30 - Journal et fin

### FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Sissi impératrice. Film autrichien d'Ernst Marischka (1956). Avec Romy Schneider. Film historique.  
22 h 15 - Journal et fin

## Campagne abonné ami 1978-1979

### LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

#### A un abonnement a

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml.  
- Pékin information.  
- La Chine en construction  
Réception du Manifeste pour le Socialisme.

#### et à un livre ou un disque au choix

##### PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG  
ou  
- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)  
- 500 affiches de mai 68  
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi  
- Adieu camarades (Roger Pannequin)  
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)  
- Salaire aux pièces (Miklos Haratzi)  
- Ecoles rurales, quel avenir  
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

##### PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)  
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)  
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)  
- Ils se meurent nos oiseaux (Jisque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

### Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml  
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

#### LIBRAIRIES

Aix en Provence  
Librairie quotidienne  
5 rue Félix Gouet (10 %)  
Besançon  
Lib. Les sandales  
d'Empédocle  
Place Victor Hugo -  
138 Grande Rue. (10 %)  
Bourges  
Lib. Nathanaël  
4, cours Avaricum.

#### Lyon

Librairie populaire  
226 rue Duguesclin (3\*)  
(10 %)

#### Marseille

Librairie Lire (10 %)  
Rue Sainte (1\*)

#### Metz

Librairie Géronimo  
Rue du Pont des Morts  
(10 %)

#### Montluçon

#### Brest

Lib. Graffiti (10 %)  
Place Saint-Louis  
Caen  
La Licorne (10 %)  
Rue Froide  
Clermont-Ferrand  
Lib. Jean Rome (10 %)  
1 rue des Gras  
Evreux  
Lib. Dubois-Dehayes  
rue Chartraine (5 %)  
Grenoble  
Le Livre ouvert  
Cours Fontaine (10 %)  
La Rochelle  
Lib. La Genette (5 %)  
Rue Rougemont  
Le Mans  
Lib. La Taupe  
2 quai amiral Lalande  
(10 %)  
Lille  
Librairie populaire  
40 rue de Guesdes

Le Bouillon de culture  
15 rue Barathon (10 %)  
Nîmes  
Le Temps des Cerises  
50 bd de la Madeleine  
(10 %)  
Nantes  
Librairie 71 (10 %)  
50 bd de la Madeleine  
Orléans  
Les temps modernes  
rue N. D. de Recouvrance  
(5 %)  
Quimper  
Calligrammes  
23 rue du Sillé (10 %)  
Perpignan  
Le Futur antérieur  
22 rue Grande-la-Réal  
(10 %)  
Reims  
Le Grand jeu  
20 rue Colbert

#### CINÉMAS

Paris  
Saint-Séverin  
12 rue Saint Séverin (5\*)  
Tarif étudiant : 10 F  
La Clef  
21 rue de la Clef (5\*)  
Tarif étud.  
Seine Cinéma  
8 rue Frédéric Sauton (5\*)  
Châtelet-Victoria  
19 avenue Victoria 1\*\*  
Lyon  
Cinématographe  
44 cours Suchet (2\*)  
Tarif collect.  
(5 tickets : 40 F).  
Le Canut  
32 rue Leynaud (1\*)  
(tarif. étud.)

#### Nom (en capitales)

#### Prénom

#### Ville

#### Date :

Abonnement normal 350 F   
Abonnement de soutien 600 F   
... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7/13 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

# imro: des travailleurs aux pieds nus

## 20<sup>e</sup> épisode

## La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes (Extraits)

Editions Fédérop

Cette absence était d'autant plus injustifiable que l'Union locale et l'Union départementale se trouvaient à deux minutes, et ceci en automobile, de l'IMRO. Quand on sait, d'autre part, que le secrétaire de l'U.L.-C.G.T. de Rouen, pour se rendre à ce que nous devons appeler son lieu de travail, devait nécessairement passer à deux cents mètres au maximum de l'entreprise en occupation, le lecteur comprendra aisément notre amertume...

Cette « gueule » qu'on nous faisait, nous le savions pour ainsi dire dès la fin du premier mois d'occupation. En février 1977, le secrétaire-adjoint de l'U.L.-C.G.T. de Rouen, et ceci à plusieurs reprises, avouera à l'un des exclus de la C.G.T. qu'il avait été décidé dès la seconde quinzaine de novembre 1975, c'est-à-dire après six semaines de lutte, de laisser tomber l'IMRO, car la lutte qui s'y déroulait ne pouvait plus être contrôlée.

Pourquoi faudra-t-il se battre inlassablement au cours des manifestations pour que le cortège de notre organisation syndicale, la C.G.T., reprenne un tant soit peu les mots d'ordre appelant à la solidarité vis-à-vis de l'IMRO?

Pourquoi découvrirons-nous, au mois de mars 1976, après six mois d'occupation, dans les caves de l'U.L., nos affiches imprimées au tout début du mois d'octobre 1975?

Sans oublier nos « Spécial-Licenciement ». A chaque fois que des gens nous demandaient une série complète de nos journaux alors que nous n'en possédions plus aucun exemplaire dans l'imprimerie libérée, nous les dirigeons à l'U.L. Là, sans aucun doute, il y en avait, et cela permettait de démontrer à nos camarades de l'U.L. que des gens aimeraient bien être informés de notre lutte, et que visiblement si ces personnes étaient mal informées, c'était peut-être que

des responsables de l'U.L. faisaient mal leur boulot, que le travail laissait à désirer, n'est-ce pas?

Et nous pourrions continuer longuement ainsi. Qu'ensuite des gens viennent nous dire, à la suite de l'exclusion de six de nos camarades, que nous avons, sans contestation possible, fait des erreurs au cours de notre lutte face à nos « autorités », cela nous fait bouillir. Car pendant dix mois d'occupation, il aura fallu malgré tout composer avec eux. Et cela limitera d'une façon notable nos capacités d'initiatives.

Pendant des semaines et des semaines, nous espérons, de la part de nos instances syndicales, un changement d'attitude qui malheureusement ne se réalisera jamais. Nos « Spécial-Licenciement », nos tracts, nos affiches étaient tout juste diffusés, car nous avions le moyen de contrôler si notre matériel de popularisation était réellement ventilé. Pour cela, il suffisait de s'adresser aux travailleurs des entreprises de la région et de les interroger. Très souvent, on nous répondait par la négative.

A chaque fois que nous préparons une initiative, à chaque fois que nous mettons en place une action, à chaque fois que nous publions un imprimé pour notre popularisation, nous en ferons part à notre Union locale et à notre Union départementale. De temps à autre, nos responsables devront bien se résoudre à faire un petit quelque chose. Ainsi, la seule initiative qui nous sera proposée en dix mois d'occupation sur l'usine sera le blocage d'une course motonautique, initiative que nous accepterons immédiatement, bien entendu. Sinon, c'était l'après le jour de Noël et une seconde fois pour nous remettre un petit chèque de soutien sans oublier les quelques visites au début de l'occupation que nous pourrions qualifier de visites de « courtoisie ».

Il serait également injuste de notre part d'omettre de signaler que le secrétaire de l'Union locale de Rouen, au début de la lutte, nous demandait d'imprimer pour l'U.L., chose que nous accomplissions de bonne grâce. Mais bientôt, nous en aurons marre, dans le sens que cela redevenait comme avant, du temps où on travaillait. Nous ne voulions plus de rapport de cette nature, c'est-à-dire servir et se taire, un peu comme si nous étions face à un client. Car, ce que nous exigeons inlassablement, c'était l'échange de vues afin de faire avancer notre lutte.

C'est ceci qui explique également notre refus de nous lancer tête baissée dans la production. Dès les premières semaines de lutte, nous recevons un grand nombre de sections syndicales d'entreprises. Elles venaient affirmer le soutien à notre combat et, tout en donnant un chèque pour assurer le fonctionnement de notre caisse de lutte, demandaient d'imprimer des auto-collants, des affiches, des tracts, et tout ceci à n'en plus finir, d'autant plus que parfois cela nous était impossible d'imprimer certaines commandes pour des raisons techniques. Cet aspect « Je te donne un chèque, tu imprimes pour moi et je te soutiens » était des plus déplaisants, car nous avions l'impression de n'être bons qu'à « ça », que nombre des camarades des autres usines avaient une conception très utilitariste du soutien. En faire un rapport marchand, nous ne pouvions l'accepter, pas plus que les tendances à nous prendre pour des prestataires de service, car de la lutte, certains s'en foutaient un peu. Cela allait à l'encontre de nos conceptions de la solidarité ouvrière qui résidaient chez nous et que nous avions très souvent mis en pratique. Pour nous, le soutien devait être gratuit et sans arrière-pensée, reposant sur l'engagement de classe des copains, en fonction de nos explications.

A suivre



# SNCF : GREVE MASSIVE DES ROULANTS

Le mot d'ordre de grève lancé pour les roulants par les syndicats de la SNCF, CGT - CFDT suivi par FO et les autonomes est largement suivi. Lundi matin, seulement un train sur quatre ou même sur 5 roulait sur les lignes de la banlieue parisienne. Sur les grandes lignes, on parlait d'un trafic variant entre 25 et 30 %.

De source syndicale, la participation à la grève varie selon les dépôts mais elle ne descend pas au dessous de 60 % et dans certaines villes, elle avoisine les 100 %.

C'est donc un mouvement de grève massivement suivi ; le plus fort sans doute depuis au moins 2 ans. La grève est prévue jusqu'à mercredi midi environ pour les roulants. Ensuite, le personnel des gares est appelé à prendre la relève.

En toile de fond de ces

grèves à la SNCF, le fameux rapport «Guilloumat» qui prévoit la suppression de 14 000 km de voies ferrées et de 3 000 gares. Au premier plan des revendications des cheminots, les conditions de travail. Interconnexion des deux aspects : alors que la direction de la SNCF supprime des gares, démonte des kilomètres de voies, supprime par exemple 6 500 emplois en un an (juillet 77 - Juillet 78), les cheminots qui restent voient leurs conditions de travail s'aggraver toujours un peu plus.

Contre cette grève massive des roulants, témoin de leur colère, la direction de la SNCF et le gouvernement font jouer de manière scandaleuse et ignoble la notion du «service public». Les journaux télévisés d'hier ont retenu principalement du mouvement des cheminots qu'il

avait précipité le retour des handicapés descendus en pèlerinage à Lourdes. La question reste d'ailleurs posée de savoir si cette affaire n'a pas été purement et simplement montée de toutes pièces par la direction de la SNCF puisque les cheminots de Toulouse (qui n'ont pas été contactés par la direction à ce sujet) s'étaient déclarés prêts à assurer les transports nécessaires.

La grève des roulants est donc le premier mouvement depuis la rentrée dans le secteur public. Il a été ressenti positivement parmi tous les travailleurs de la SNCF. Son caractère massif prouve la combativité des cheminots. Mais une question vient immédiatement à l'esprit : pourquoi pas tous ensemble ? Pourquoi les roulants d'abord, le personnel des gares ensuite ? Cette question, on peut l'étendre aux

autres secteurs du public : pourquoi la SNCF maintenant et les PTT plus tard ? Et puis ensuite l'EDF sans doute ? Bien sûr, il y a des revendications spécifiques, pour chacun des secteurs concernés, mais il y a aussi des revendications communes.

Et puis, cela ne peut empêcher de lutter ensemble. D'ores et déjà, les directions syndicales ont «mis la pédale douce». Elles veulent garder le contrôle des choses. Mais il semble y avoir des ratés dans la machine puisque des dépôts de l'Ouest, en grève depuis mardi dernier, se déclarent favorables à la grève illimitée pour la satisfaction des revendications. Il se pourrait bien que la colère cheminote ne se satisfasse pas de l'arrêt de travail prévu pour mercredi par les directions syndicales.

## Le Puy : des syndicalistes CGT, CFDT, FO prennent l'initiative

C'est ce mardi que se réunissent les sept sections syndicales du Puy, signataires de la pétition exigeant des confédérations syndicales qu'elles prennent l'initiative de la lutte contre le chômage. L'ordre du jour de cette intersyndicale est clair : préparer l'assemblée générale à laquelle appellent en commun les sept sections. A cette AG, sont conviés tous les travailleurs en lutte ou qui se posent la question de la lutte contre le chômage et conjointement tous les chômeurs de la ville. L'objectif, c'est de définir des perspectives de lutte communes à toutes les catégories de travailleurs touchées par le chômage au niveau du Puy et même au niveau du département de la Haute Loire.

Plus que la signature de la pétition demandant l'action aux confédérations, c'est le fait de prendre eux-mêmes les choses en main qui est important pour les syndicalistes du Puy. Dépassant les divisions entre syndicats (il y a parmi les sept, des sections CGT, CFDT et FO), les divisions entre branches (il y a des tanneurs, des postiers, des hospitaliers, des travailleurs de la métallurgie et du textile), les divisions entre chômeurs et travailleurs licenciés en lutte pour l'emploi, une équipe de syndicalistes du Puy entend opposer à l'inaction des confédérations, l'action à la base, l'unité sur le terrain. Leurs efforts méritent d'être soutenus par tous les moyens.

## Chantiers navals de la Ciotat : un militant CGT combatif, démis de ses responsabilités par la direction du syndicat

Après Terrin, c'est maintenant les travailleurs des Chantiers Navals de la Ciotat qui voient s'abattre sur eux les licenciements.

1 634 lettres de licenciements ont été envoyées aux ouvriers des chantiers navals de la Ciotat, en fin de semaine dernière. «Dans les jours qui viennent, les syndicats organiseront des actions ponctuelles, des actions surprise, dont les travailleurs seront informés au tout dernier moment», ont déclaré les responsables CGT. Pour l'instant, la décision a été prise que licencié ou pas, tout le monde venait à son poste de travail.

C'est dans ce contexte, où le problème de la lutte est posé avec acuité, que la direction du syndicat CGT vient de retirer à un de ses militants, son mandat syndical !

Les motifs invoqués pour cette décision : René Meslé, le militant sanctionné, «dénigrerait le syndicat».

150 travailleurs, en signe de protestation, ont déjà signé une pétition qui répond à cette accusation :

«Le prétexte donné, dit la pétition, est que René Meslé détruit le syndicat. Est-ce détruire la CGT que de proposer l'occupation d'un bateau comme riposte à Jean d'Huart, directeur des chantiers Navals ? Est-ce détruire la CGT que de demander une vie démocratique dans le syndicat et d'imposer à la base des réunions de section syndicale ? Est-ce détruire le syndicat que de refuser les reculs devant l'arrogance patronale ? Nous pensons au contraire que notre camarade a, tant par son action, que par ses propositions, indiqué une voie qui permettait le renforcement du syndicat sur des bases de lutte».

## ANTENNE 2 VOULAIT DONNER LA PAROLE A A. SPEER !

Il y a peu, on apprenait le retour de «la chienne» à Tulle, cette nazie qui porte la responsabilité de 99 pendaisons au moins. Cela fut révélé par l'ampleur des protestations des anciens résistants. On apprend maintenant que la direction d'Antenne 2 envisageait de projeter une émission au cours de laquelle Albert Speer ancien ministre d'Hitler, se voyait donner la parole pour se justifier. Les protestations d'anciens résistants ont contraint l'A 2 à annuler l'émission.

## SUR ANTENNE 2, «UNE BONNE FIN POUR UN CHAMPION»

Deux sujets se suivaient dimanche à 20 h aux actualités d'Antenne 2. D'abord, la victoire d'un cheval anglais au Prix de l'Arc de Triomphe, ensuite la mort du Pape. Le commentaire sur le cheval anglais se terminait sur son avenir d'étalon. Le texte se fit un peu long par rapport à l'image. On vit alors apparaître la photo du corps du Pape exposé à Rome au moment même où le commentaire concluait : «Une bonne fin pour un champion».

Que cela fit rire ou scandalisât, aucune excuse d'Antenne 2, l'actualité suivait son cours...

## L'élection partielle du 14<sup>e</sup> de Paris

### De la Malène (RPR) largement battu

Comme c'était probable compte tenu des résultats du premier tour, c'est la militante CERES Edwige Avice qui a emporté le siège dans l'élection partielle du XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris avec près de 2 000 voix d'avance sur le RPR de La Malène.

On se souvient que l'élection de M. de la Malène avait été annulée par le conseil constitutionnel car un trop faible écart existait entre l'adjoint de Chirac et la candidate socialiste. Surtout, que la faible différence de voix s'expliquait à l'évidence par l'apport en faveur du candidat RPR des fameuses voix des Français de l'étranger, en particulier des Français du Gabon. Naturellement, ce n'est là que la justification officielle ; en réalité, on ne peut s'empêcher d'y voir la volonté politique du pouvoir de nuire au RPR.

Rares sont encore ceux qui croient sincèrement à l'indépendance du Conseil

constitutionnel. Chirac le premier ne s'y est pas trompé puisqu'à Biarritz, avant même le second tour, il devait dire : «Je respecte l'institution mais pas forcément ceux qui l'animent.» Il est probable également que l'invalidation de JJSS en Meurthe et Moselle répondait à la volonté d'éliminer celui qui, à la tête du parti radical, était un des principaux obstacles à la réunification des valoisiers avec la dissidence MRG. On remarque que les cinq sièges disputés à l'occasion des partielles depuis juillet sont tous revenus à la gauche et à l'exception de celui de la Seine Saint Denis, gagnés par le PS.

Au total, le PS a gagné trois sièges au détriment de la droite. Cela confirme l'indication donnée par les sondages selon laquelle il est de tous les partis bourgeois celui qui tire le mieux son épingle du jeu. C'est sans doute la constatation principale que l'on peut faire au vu de cette série d'élections partielles qui se clôt avec celle du XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Même si l'importance des abstentions relativise les leçons que l'on peut en tirer, les commentateurs n'hésiteront pas à mettre l'échec cuisant de de la Malène sur le dos de sa politique immobilière. Mais cela n'est qu'une partie de l'explication. D'ailleurs, ce monsieur n'ira pas pour autant pointer à l'ANPE ; il lui reste un siège au Sénat (qu'il aurait dû abandonner s'il avait été élu à l'Assemblée et s'il avait décidé

d'y rester). Il est aussi le bras droit de Chirac au conseil de Paris. Mais là, nul ne sait si Chirac ne devra pas se séparer d'un si peu populaire adjoint.

Les résultats du second tour sont les suivants :  
Edwige Avice (PS) 12 944 voix (53,99 %)  
De la Malène (RPR) : 11 032 (46,01 %).  
10 % environ des abstentionnistes du premier tour ont participé au vote, confirmant que les abstentionnistes du 1<sup>er</sup> tour ne sont jamais une réserve de voix pour la majorité, contrairement à ce que celle-ci voudrait faire croire. Il semble que les désistements du PCF vers le PS se soient bien effectués.

## Chômage, vie chère, tout le monde est responsable... sauf Barre

D'où vient l'auto-suffisance et l'arrogance de Barre ? C'est la question qu'ont essayé d'élucider les journalistes du Club de la presse d'Europe 1, qui recevaient justement le Premier ministre. Ils ne sont pas parvenus à leurs fins. Aux caractéristiques citées ci-dessus, Barre en ajoute en effet une autre : il est retors. Évitant les questions embarrassantes, il en vient toujours à la même réponse : ceux qui le critiquent sont ou bien mal informés, ou bien menteurs, ou bien imbéciles. Quand ce n'est pas les trois à la fois. Qu'attendre dès lors d'une discussion avec une telle montagne de mépris ? On retiendra cependant des propos du Premier ministre

que «les Français touchent les dividendes de leurs efforts depuis 76...». Mais ils ne s'en rendent pas compte, ajoute Barre. Drôles de dividendes que le chômage et la vie chère ! On retiendra aussi un pronostic, un de plus : «une certaine décélération de la hausse des prix pourrait intervenir l'an prochain». Voilà une chanson connue. Et si l'amélioration que Barre fixait à 3 ans en 1976 ne s'est pas produite, c'est... parce que l'Allemagne Fédérale n'a pas tenu ses promesses.

Récapitulons : le chômage augmente, les prix montent, le mécontentement grandit ; les travailleurs sont responsables, puisqu'ils ne modèrent pas leurs revendications sala-

riales. Les chômeurs sont responsables, puisqu'ils abusent des secours. Les partis d'opposition sont responsables, puisqu'ils combattent le gouvernement. Les Allemands sont respon-

sables, puisqu'ils ont une croissance plus faible que prévue, etc. etc.

Barre n'y est pour rien. Et c'est forcément vrai, puisqu'il le dit.

## CONTRADICTIONS PS - CFDT ALSACE

Dans son dernier numéro du «Travailleur d'Alsace», la CFDT Alsace, par la plume de son secrétaire régional, Jean Kaspar a déclaré qu'une des raisons principales de l'échec de la gauche était la faiblesse du Programme commun.

Lors de la fête du PS Haut Rhinois, dimanche dernier, le secrétaire fédéral du PS Alsace a répondu : «On exagère lorsque l'on tient ce genre de propos au lendemain de la défaite de la gauche. Le Programme commun est certes dépassé mais dire qu'il ne correspondait pas aux aspirations des travailleurs c'est tromper l'opinion».

«S'ils le veulent ce débat, ils l'auront ; les débats, les divergences entre nous et le parti socialiste seront désormais portées sur la place publique», a déclaré Jean Kaspar à notre correspondant.